



Régine Perron

Histoire du multilatéralisme II

L'organisation du bloc occidental
dans la compétition économique (1958-1963)

CRMHM1 · I Chapitre 3

Cet ouvrage s'inscrit dans la continuité du précédent, intitulé : *Histoire du multilatéralisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*, et retrace les décisions prises par les présidences Eisenhower et Kennedy, comme leurs conséquences sur le système multilatéral. Pour la première fois, des gouvernements américains communiquent ouvertement le déficit de leur balance des paiements – évalué à 4 milliards de dollars par Eisenhower. Dans le cadre de la compétition lancée par Khrouchtchev, un tel déficit extérieur ne représentait-il pourtant pas une menace pour la puissance américaine et l'avenir du « monde libre » ? La balance des paiements concentre en effet tous les critères de la puissance devenus classiques en histoire des relations internationales : les éléments économiques, financiers, militaires et politiques.

En réalité, le « monde libre » ne s'est pas écroulé sous le poids de la dette, ni même désorganisé après 1989. Au contraire, la chute du monde soviétique a été considérée comme la victoire du système multilatéral, libéral et capitaliste face au modèle communiste. Il faut donc croire que l'annonce de ce déficit, en 1960, associée à la mise en place d'une politique néo-libérale dans le cadre multilatéral, inaugurerait en fait une nouvelle diplomatie économique, qui dure encore : le déficit extérieur américain atteint aujourd'hui 16 000 milliards de dollars et fait partie du quotidien.

Régine Perron, maître de conférences, est habilitée à diriger des recherches en histoire des relations internationales à l'université de Cergy-Pontoise. Membre du laboratoire de recherches AGORA (ex-CICC), elle est membre associé au Centre Roland Mousnier (UMR 8596) de Sorbonne Université.



ISBN :
979-10-231-3325-7

Crédit photo : Rencontre du président John F. Kennedy et de l'ancien président général Dwight D. Eisenhower à Camp David, 22 avril 1961. © Robert Knudsen (White House Photograph) / John F. Kennedy Presidential Library and Museum (Boston).

<http://pups.paris-sorbonne.fr>

HISTOIRE DU MULTILATÉRALISME II

Dernières parutions

- La vierge et le Roi*
Damien Tricoïve
- Devenir japonais. La mission jésuite au Japon (1549-1614)*
Hélène Vu Thanh
- Partager le monde. Rivalités impériales franco-britanniques (1748-1756)*
François Ternat
- France-Japon, regards croisés. Mélanges en mémoire de Terushi Hara*
Dominique Barjot & Patrick Fridenson (dir.)
- De part et d'autre du Danube : l'Allemagne, l'Autriche et les Balkans de 1815 à nos jours. Mélanges en l'honneur du professeur Jean-Paul Bled*
Mathieu Dubois & Renaud Meltz (dir.)
- Les stratégies de l'échec. Enquêtes sur l'action politique à l'époque moderne*
Marie Barral-Baron, Marie-Clarté Lagrée & Mathieu Lemoine (dir.)
- Aluminium. Du métal de luxe au métal de masse (XIX^e-XX^e siècle)*
Dominique Barjot & Marco Bertilorenzi
- Histoire du multiculturalisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*
Régine Perron
- Cités humanistes, cités politiques (1400-1600)*
Denis Crouzet, Élisabeth Crouzet Pavan & Philippe Desan (dir.)
- Les Habsbourg et l'argent*
Jean Bérenger
- La Politique de l'histoire en Italie. Arts et pratiques du réemploi (XIV^e-XVII^e siècle)*
Caroline Callard, Élisabeth Crouzet-Pavan & Alain Tallon (dir.)
- Frontières religieuses dans le monde moderne*
Francisco Bethencourt & Denis Crouzet (dir.)
- Les Maîtres du comptoir : Desgrand père et fils. Réseaux du négoce et révolutions commerciales (1720-1878)*
Jean-François Klein
- Le corps des esclaves de l'île Bourbon. Histoire d'une reconquête*
Prosper Eve
- Chrétiens et Ottomans de Malte et d'ailleurs*
Alain Blondy
- La Faveur et la Gloire. Le maréchal de Bassompierre mémorialiste (1579-1646)*
Matthieu Lemoine (dir.)
- L'entreprise et sa mémoire. Mélanges en l'honneur de Maurice Hamon*
Didier Bondue (dir.)
- Les frères d'Eichtal*
Hervé Le Bret
- Pierre Chaunu historien*
Jean-Pierre Bardet, Denis Crouzet & Annie Molinié-Bertrand (dir.)
- L'union du Trône et de l'autel ? Politique et religion sous la Restauration*
Matthieu Brejon de Lavergnée & Olivier Tort (dir.)

Régine Perron

Histoire du multilatéralisme II

L'organisation du bloc occidental dans
la compétition économique (1958-1963)



Ouvrage publié avec le soutien du laboratoire de recherche AGORA
de l'Université de Cergy-Pontoise et du Centre Roland Mousnier
de Sorbonne Université

Les SUP sont un service général de la faculté des Lettres de Sorbonne Université

ISBN de l'édition papier : 979-10231-0589-6
© Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2018

© Sorbonne Université Presses, 2023

Maquette et réalisation : Gaëlle Bachy
d'après le graphisme de Patrick Van Dieren

Adaptation numérique : Emmanuel Marc Dubois/3d2s

SUP

Maison de la Recherche
Sorbonne Université
28, rue Serpente
75006 Paris

Tél. (33) 01 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

<http://sup.sorbonne-universite.fr>

À Robert et Henriette Perron

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AELE :	Association européenne de libre-échange
AID :	Agence internationale de développement
AIIB :	Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures
BIRD :	Banque internationale de reconstruction et de développement
BIS :	Banque des règlements internationaux
CEA :	Council of Economic Advisers
CECA :	Communauté européenne du charbon et de l'acier
CEE :	Communauté économique européenne
CEPAL :	Commission économique pour l'Amérique latine de l'ONU
CNUCED :	Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement
DAG :	Development Assistance Group
DLF :	Development Loan Fund
EAMA :	États africains et malgache associés
ECA :	European Cooperation Administration
FAO :	Food and Agriculture Organization
FED :	Fonds européen de développement
FMI :	Fonds monétaire international
GATT :	General Agreement on Tariffs and Trade
ICA :	International Cooperation Administration
IDA :	International Development Association
OCDE :	Organisation de coopération et de développement économique
OECE :	Organisation européenne de coopération économique
OIC :	Organisation internationale du commerce
OMC :	Organisation mondiale du commerce
ONU :	Organisation des Nations unies
OTAN :	Organisation du traité de l'Atlantique nord
PAC :	Politique agricole commune
PAM :	Programme alimentaire mondial
PTOM :	Pays et territoires d'outre-mer
TEC :	Tarif extérieur commun
UE :	Union européenne
UEO :	Union de l'Europe occidentale
UEP :	Union européenne des paiements
UER :	Union européenne de réserve

PREMIÈRE PARTIE

**Les États-Unis et le déficit de leur
balance des paiements : un danger ?
(1958-1961)**

L'enjeu pour les États-Unis est de maintenir la valeur du dollar, afin d'assurer la stabilité du commerce et du système monétaire au niveau international. Pour cela, les États-Unis font face à un dilemme : assurer le leadership en s'affranchissant de l'équilibre monétaire international établi par les accords de Bretton Woods et surveillé par le FMI ? Ou assurer en priorité le dynamisme de leur économie nationale en surveillant le niveau d'inflation ? Mais ce dilemme existe-t-il réellement ?

Cette première partie se concentre sur l'acteur principal qu'est le gouvernement américain, dans la mesure où il est l'élément essentiel au niveau de la prise de décision dans le système multilatéral. La tâche du gouvernement est alors de savoir si ce déficit de la balance des paiements est temporaire ou permanent, pour fixer éventuellement un niveau supportable. Elle est particulièrement importante pour les pays partenaires. À partir de là, le gouvernement changera-t-il ses relations avec les pays industrialisés et excédentaires ? En ce début de la décennie 1960, il s'agit dès lors de dramatiser le déficit américain et de redéfinir la politique économique extérieure des États-Unis.

L'étude de cette période, de 1958 à 1961, s'appuie sur les débats qui ont lieu au sein des deux gouvernements d'Eisenhower et de Kennedy. Force est de constater une véritable continuité dans les prises de décision et les orientations majeures en politique économique. Quels seront les choix, et surtout quelles en seront les conséquences pour l'avenir du « monde libre » face au monde soviétique ?

MISER SUR LA RELANCE DES EXPORTATIONS ET LE PARTAGE DES DÉPENSES PUBLIQUES EXTÉRIEURES

Le gouvernement américain ne peut pas limiter les sorties d'or et de dollars, sans compromettre tout l'équilibre du système monétaire international, et sans fragiliser durablement le dollar. Il ne peut pas non plus contrôler les sorties de capitaux privés, sans ébranler les fondements du libéralisme économique, ni obliger le rapatriement total des revenus tirés de ces capitaux. C'est pourquoi seules les dépenses publiques extérieures peuvent être prises en compte dans cette réduction du déficit de la balance des paiements américaine. C'est alors le partage du fardeau qui est le premier objectif. Toutefois, il s'agit de respecter l'enjeu de certaines dépenses publiques, comme les transferts unilatéraux vers un pays étranger qui représentent une part essentielle de la politique extérieure des États-Unis. Ces transferts concernent les aides économique et militaire, comprises dans la catégorie de l'aide étrangère (*Foreign Aid*). Ainsi, le partage de ces dépenses publiques extérieures (les dépenses militaires et l'aide au développement) avec l'Europe de l'Ouest et le Japon vise à remettre en circulation leurs excédents en dollars, et permettrait aux États-Unis de ne plus avoir besoin d'en émettre de nouveaux.

Le deuxième objectif consiste en la relance des exportations. Jusqu'aux années 1958-1959, le solde des exportations de produits américains a permis de couvrir le total des dépenses extérieures des États-Unis de l'ordre de 15 milliards de dollars. Toutefois, la baisse continue des exportations au début des années 1960, sans que la balance commerciale ne devienne pour autant négative, remet en question cet équilibre des comptes extérieurs et, par extension, les choix de la politique extérieure des États-Unis. Pour y remédier, les gouvernements d'Eisenhower et de Kennedy misent alors sur la relance « impérieuse » de ces exportations américaines, en faisant valoir cet enjeu auprès des pays industrialisés et alliés. Il s'agit dès lors de mettre en place la défense économique face aux restrictions et aux discriminations que ces derniers auraient mises en place à l'égard des produits américains. La relance des exportations parviendra-t-elle alors à compenser les sorties d'or, de dollars et des capitaux privés ?

Du point de vue historiographique, le partage du fardeau est généralement associé aux dépenses militaires des États-Unis en Europe de l'Ouest, dans le cadre de l'OTAN, de l'Alliance atlantique. Il a été encore récemment employé pour les problèmes du climat, de l'environnement ainsi que ceux que posent

l'accueil et la gestion des réfugiés. Le partage du fardeau économique des États-Unis, au niveau de l'aide au développement et de la stabilité financière depuis les années 1960, n'a quasiment pas, ou très peu, suscité d'études. Quant à la relance des exportations américaines, elle n'a pas été considérée jusque-là dans le cadre du déficit de la balance des paiements américaine.

LA SOLUTION DES EXPORTATIONS

Extraite du rapport du Budget de 1961, la citation suivante éclaire la nouvelle situation concurrentielle à laquelle font face les États-Unis, depuis la fin de la reconstruction ou du rattrapage en Europe de l'Ouest en 1958-1960.

90

La promotion des exportations est devenue particulièrement importante. Les États-Unis font maintenant face à une situation économique internationale qui a changé d'une manière substantielle par rapport à celle qui existait à la fin de la Seconde Guerre mondiale. [...] Maintenant, les autres nations industrielles du monde ont reconstruit leurs économies et restauré leurs réserves monétaires et elles sont fortement concurrentes sur les marchés mondiaux. En conséquence, l'ancien dollar gap a été remplacé par une situation dans laquelle la position du dollar dans beaucoup de pays est celle d'une grande abondance de liquidités. Aujourd'hui, les marchés d'exportations sont plus importants que jamais auparavant pour les États-Unis¹.

Le **tableau 13** permet d'en avoir une idée plus précise.

Tableau 13. Exportations et importations des biens et services des États-Unis (en millions de dollars)

	Années				
	1955	1956	1957	1958	1959
Exportations	22,328	26,284	29,168	25,606	25,683
Importations	17,937	19,829	20,923	21,053	23,357
Surplus	4,391	6,455	8,245	4,553	2,146

Source : *Statistical Abstract of the United States*, US Department of Commerce, 1964.

Les exportations américaines ont augmenté en 1959 de 15 % par rapport à 1955, mais, à peine de 1 % entre 1958 et 1959. Quant aux importations, la hausse est de 30 % en 1959 par rapport à 1955 et, entre 1958 et 1959,

1 NA, RG 40, ExeSec : janvier 1961, *op. cit.*

elle est de 11 %. Plus impressionnant encore, le solde entre les exportations et les importations est réduit de 50 % entre 1955 et 1959, et de 53 % entre 1958 et 1959. Ces chiffres sont éloquentes pour justifier la relance prioritaire des exportations américaines afin de dégager à nouveau un solde commercial suffisant à couvrir les dépenses extérieures des États-Unis.

Utiliser le GATT : l'objectif d'Eisenhower

Sous le gouvernement d'Eisenhower, le GATT est très sollicité pour répondre à l'objectif de la relance des exportations. Ce sera la tâche du Dillon Round. Cependant, ce gouvernement doit corriger certaines mesures qui sont normalement interdites par le GATT, comme les subventions à l'exportation².

L'article XVI du GATT demande de prévenir tout cas de subvention à l'exportation envisagé pour accroître les exportations ou pour réduire les importations, sauf si cela ne porte pas préjudice aux partenaires commerciaux. Depuis les années 1954-1955, le GATT a prévu d'abolir les subventions à l'exportation des produits non primaires (les produits manufacturés) à partir du 1^{er} janvier 1958. Mais les États-Unis ont obtenu la suspension de cette mesure jusqu'à la fin de 1960. Sur ce point, le Trésor n'incite pas le gouvernement à la conserver : « franchement, aucune justification similaire ne pourrait être avancée par les États-Unis pour de nouvelles subventions à l'exportation de produits non primaires sans mentionner les matières premières que les États-Unis subventionnent pour les exportations³ ». Dès lors, comment résoudre ce problème au sein du GATT ?

Le Dillon Round misera alors sur la baisse des droits de douane sur les produits manufacturés, plus précisément sur celle du nouveau Tarif extérieur commun (TEC) de la CEE. Cela est en effet plus judicieux que de demander une prolongation des subventions à l'exportation sur les produits américains.

En février 1960, le président de la Commission européenne, Walter Hallstein, propose, de son côté, de réduire provisoirement le TEC de 20 % jusqu'à l'officialiser après les négociations du Dillon Round. Cependant, la Commission européenne considère d'abord la réduction du TEC effective par tranche de 10 %, seulement si la réciprocité obtenue pendant les négociations

2 NA, RG 56, GHW : Mémorandum pour Eldridge, *Tax Concessions for Export Promotion in relation to GATT*, de William H. Wynne, 10 juin 1960.

3 *Ibid.* Rappelons que les subventions agricoles des États-Unis font partie des exceptions à la règle du GATT depuis sa création, à cause de la crise de 1929.

du GATT est satisfaisante⁴. Par ailleurs, l'accélération de la mise en place du TEC est reportée au 1^{er} janvier 1961, à la demande des Allemands qui ont souhaité d'abord en discuter avec les Britanniques, pour être finalement acceptée⁵. Pour les États-Unis, l'enjeu est de parvenir à obtenir un droit de douane européen aussi bas que possible pour que le marché européen s'ouvre aux exportations de produits américains. Mais ils pensent peut-être mieux l'obtenir avec l'aide de la Grande-Bretagne.

Cette période coïncide en effet avec les pourparlers entre la Commission européenne et la Grande-Bretagne quant à son éventuelle adhésion.

92

Il semblerait souhaitable pour les États-Unis de supporter très fort le Royaume-Uni dans ce combat vigoureux et constant, de ne pas détruire le Marché commun (ce qui serait sans espoir et contre-productif), ou de le remplacer par un arrangement commercial purement économique et discriminatoire en couvrant une zone plus grande (ce vers quoi les Britanniques ont poussé), mais plutôt d'utiliser la position créditrice extrêmement forte du Marché commun comme base, pour insister sur des réductions substantielles (et principalement unilatérales) de leur TEC et applicables sur la base de la clause de la nation la plus favorisée pour nous-mêmes et les autres pays non européens comme les Britanniques et leurs autres partenaires des Sept extérieurs à la CEE⁶.

La stratégie serait alors pour le département du Trésor de profiter des réductions du droit de douane européen proposées à un pays, et qui s'appliquent dès lors à tous les autres partenaires du GATT du fait de la réciprocité. Quant à la proposition de créer une vaste zone européenne de libre-échange regroupant les Six (la CEE) et les Sept (l'Association européenne de libre-échange, AELE) sur des nouvelles bases, ce projet est soutenu par le département d'État, en particulier par George Ball, qui exerce la fonction de sous-secrétaire d'État aux Affaires économiques dans le gouvernement de Kennedy. Sous Eisenhower, George Ball a été le sous-secrétaire d'État aux Affaires européennes.

Cependant, cette réciprocité, recherchée au sein du GATT, ne semble plus être adaptée à la nouvelle position du Marché commun par rapport aux États-Unis :

4 NA, RG 56, GHW : Département du Trésor, *Mémoire*, *Hallstein Proposals for Acceleration of Common Market Treaty*, 11 mai 1960 ; *Mémoire* à Willis, *Acceleration of the Common Market Treaty*, de William L. McCamey, 19-20 mai 1960 ; *Mémoire* à Willis, *Reduction of the EEC Common External Tariff*, de W. L. McCamey, 19 mai 1960.

5 NA, RG 56, GHW : 11 mai 1960, *op. cit.*

6 NA, RG 56, GHW : *Mémoire*, *Economic Merits from US Point of View of European Common market, So-Called "Outer Seven", and Possible Europe-Wide Trade Grouping*, de D. W. Curtis, 28 juin 1960.

[...] Nous sommes confrontés au Marché commun, s'il exclut ou inclut les Britanniques, dans une nouvelle situation – un bloc commercial de proportion continentale et hautement industrialisé et relativement autosuffisante, semblable aux États-Unis eux-mêmes – ce qui nous demanderait de développer des instruments plus puissants pour les négociations commerciales que nos procédures traditionnelles de négociation de droit de douane réciproque peuvent nous fournir⁷.

Avant même de commencer, le Dillon Round a déjà atteint ses limites. En effet, les négociateurs américains ne peuvent pas demander à la CEE de plus grandes baisses de son droit de douane extérieur, parce que la marge de réduction est fixée par le Congrès.

Les importations du pétrole américain

Ici, il est utile de faire une pause dans ces considérations sur les exportations. En effet, la hausse importante des importations, de 11 % entre 1958 et 1959, a contribué fortement à réduire le solde disponible entre les exportations et les importations pour compenser les dépenses extérieures des États-Unis. Rappelons qu'Eisenhower a décidé en 1958 que le pétrole sur le sol américain serait réservé à la sécurité nationale. Désormais, les États-Unis importeront le pétrole de l'extérieur. De plus, la facture pétrolière se règle en dollars. On pourrait alors se demander si ces importations du pétrole aux États-Unis se font à un prix préférentiel, étant donné l'implication des compagnies pétrolières américaines dans le monde entier. De même, maintenir un dollar qui ne soit pas déprécié ni dévalué, répond-il à cette nécessité? C'est ce qu'affirme Kenneth A. Froot : « les producteurs pétroliers n'étaient pas préparés à voir leurs nouveaux gains réels se réduire en poussière avec la dépréciation du dollar⁸ ».

Cette question du rôle des importations du pétrole a justement été posée par un membre du Congrès, Tom Steed, au département du Trésor : quelle est la relation entre ces importations et le déficit de la balance des paiements américaine⁹? La réponse du Trésor est plutôt prudente :

Il est extrêmement difficile et aussi infaisable de peser les effets des importations et des exportations de certains produits sur la balance des paiements des États-Unis. [...] Dans le cas du pétrole, l'impact sur la balance des paiements est particulièrement difficile à estimer parce que les États-Unis sont à la fois

7 NA, RG 56, GHW : Mémoire, *Analysis of the Six-Seven Dispute in Europe from the Viewpoint of U. S. Trade Interests*, de D. W. Curtis, 7 juillet 1960.

8 Kenneth A. Froot, *Foreign Direct Investment*, Chicago, Chicago University Press, 1993, p. 18.

9 NA, RG 56, Dillon/Fowler : Lettre à Tom Steed (président du Select Committee on Small Business of the House of Representatives), de Robert V. Roosa, 17 novembre 1961.

importateurs et exportateurs de pétrole; en plus, les États-Unis exportent un grand nombre de produits – chimiques, caoutchouc, etc. –, au sein de laquelle la production de pétrole et ses dérivés représente une part significative et entre dans les coûts de production de ces produits. Les importations de pétrole en 1960 pour des buts civils se sont élevées à 1,5 milliard de dollars, et, en plus, nos achats militaires de produits pétroliers à 250 millions de dollars. Les États-Unis ont aussi dépensé 149 millions de dollars cette année pour le transport du pétrole importé. Ainsi, le total des paiements des États-Unis directement liés au pétrole s'est élevé à 1,862 milliard de dollars en 1960. De l'autre, nos exportations de produits américains ont atteint 482 millions de dollars. Il apparaît néanmoins qu'en termes d'importations et exportations directes de pétrole, et le transport, notre déficit s'est élevé à 1,380 milliard de dollars¹⁰.

Cette longue citation montre la difficulté pour le Trésor de considérer ces importations de pétrole comme en partie responsables du déficit de la balance des paiements américaine. Cela d'autant plus qu'« à peu près les deux tiers des importations de pétrole aux États-Unis sont produits par des compagnies américaines à l'étranger ».

Le Trésor met ensuite l'accent sur les investissements considérables réalisés par les États-Unis eux-mêmes, sur l'importance des revenus rapatriés aux États-Unis, sur les investissements privés à long terme de ces compagnies américaines de pétrole à l'étranger, sur le bénéfice des exportations de produits dérivés vers l'extérieur. Autant d'éléments qui concourent à l'importance économique des États-Unis à l'extérieur.

Toucher aux importations de pétrole américain aux États-Unis serait comme renier tous les efforts réalisés dans les domaines diplomatique, militaire, économique et financier. Ce serait, en quelque sorte, tuer la poule aux œufs d'or. Il n'est pas non plus pensable de limiter l'essor de l'automobile au sein de la société américaine, au cours de cette décennie, avec un prix d'essence à la pompe par conséquent plus élevé. Enfin, une partie du discours sur la balance des paiements du président du 6 février 1961 est reprise dans la réponse du Trésor : « en cherchant l'équilibre général, nous devons mettre au maximum l'accent sur l'expansion de nos exportations. Nos coûts et prix doivent néanmoins rester bas; et le gouvernement doit jouer un rôle plus vigoureux en aidant à élargir les marchés étrangers aux biens et services américains ».

En ce qui concerne les taxes sur le pétrole, après des explications détaillées : « l'effet de ces déductions, le crédit pour la taxe extérieure et d'autres provisions

¹⁰ NA, RG 56, Dillon/Fowler : *Statement re Balance of Payments for Subcommittee n°4, Select Committee on Small Business of the House of Representatives*. Les citations suivantes sont extraites du même document.

varient, bien sûr, d'une compagnie [pétrolière américaine] à une autre. Deux de ces compagnies en 1959, et trois en 1958 n'ont pas payé de taxes sur les revenus aux États-Unis».

On peut supposer toutefois que la suppression de taxes sur le retour des revenus aux États-Unis par le gouvernement s'est faite en échange d'un prix d'achat assez bas du pétrole.

La réponse de Kennedy avec l'*Export Expansion* et le *Trade Expansion Act*

Le gouvernement de Kennedy résout le problème de la limite des réductions de droits de douane, alors posé par le Dillon Round, avec le Trade Expansion Act. Cette initiative met en place une politique ambitieuse de relance des exportations. Mais elle va aussi renforcer la capacité des exportations au niveau national avec un autre programme, l'Export Expansion Program ou Export Promotion, pour inciter les petites et moyennes entreprises à se tourner vers l'extérieur, car les multinationales ont déjà pris leur envol.

Dans le cadre de ce programme national, le but est d'augmenter les exportations américaines de 10 %. Pour cela, Kennedy a particulièrement insisté sur la réorganisation du département du Commerce, pour le hisser au rang de ceux qui comptent dans la politique extérieure américaine, comme les départements d'État et du Trésor. La tâche principale du secrétaire du Commerce, Luther H. Hodges, sera alors de mettre en place toutes les structures pour relancer les exportations américaines, dans le but de résoudre ce déficit¹¹. Ainsi : « [...] dans les premiers quatre mois de 1961 [le Commerce] a reçu presque 19 000 demandes de plus de la part des entreprises intéressées à exporter que dans les quatre premiers mois de 1960¹² ». Ce programme sera présenté comme le fer de lance du gouvernement de Kennedy.

Toujours dans le cadre national, une vaste diplomatie économique se met en place. Il s'agit d'obtenir dans un cadre bilatéral la suppression des obstacles à certains de leurs produits. Ainsi, le département d'État prône à travers ses réseaux une plus grande libéralisation des échanges grâce à la suppression des discriminations à l'égard des produits américains. Il obtient par exemple que la France lève ses quotas sur les produits industriels, que l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie éliminent leurs restrictions sur certains produits agricoles transformés ou non. Il crée aussi de nouveaux postes de conseillers commerciaux dans les ambassades étrangères, conjointement avec celui du Commerce. Le

11 Régine Perron, « Les exportations vers la CEE », *Data courtesy the US Bureau of Labor Statistics and Robert Shiller*, p. 415-433.

12 NA, RG 56, Dillon : Maison-Blanche, Lettre au président, *attached with the Report to the President on Balance of Payments Measures dated 19 July 1961*, de Douglas Dillon, 24 juillet 1961.

département de l'Agriculture s'emploie, de son côté, à revoir les dépenses au niveau du quota sur le sucre et des importations de textiles. Il recommande en particulier les accords bilatéraux sur des produits avec les autres gouvernements (ce que nous verrons dans la partie III de cet ouvrage).

Le deuxième programme de la relance des exportations s'insère dans le cadre international, le GATT. Le nouveau président Kennedy hérite du Dillon Round en cours de route et commence déjà à préparer les prochaines négociations, qui sera le Kennedy Round. Pour résoudre le problème de la marge de négociation au GATT, le *Trade Expansion Act* (TEA) est un programme américain d'expansion des exportations très ambitieux et destiné aux partenaires du GATT¹³. Ce programme législatif est destiné à renouveler l'autorité du président sur les négociations commerciales, qui expire en juin 1962 (date à laquelle se termine le Dillon Round). Seules les grandes lignes du TEA sont présentées ici, car c'est un sujet bien étudié.

96

D'après l'historien William S. Borden, le TEA : « [...] a représenté le point culminant du multilatéralisme wilsonien et a compté comme une des plus grandes réalisations législatives de la présidence de Kennedy¹⁴ ». Et pour Thomas Zeiler, le TEA : « [...] a incarné la doctrine du *fair trade* », et aussi « s'est adressé à un changement fondamental dans l'ordre économique international et à la structure du pouvoir global forgés par le Marché commun et, à un moindre degré, par les autres puissances industrielles et les nations du Tiers Monde¹⁵ ». Le but du TEA est de répondre à ce nouvel environnement international, qui voit s'affirmer la CEE et le Japon dans les échanges. Mais ce nouvel environnement voit aussi apparaître les nouvelles nations du Tiers Monde. Plus particulièrement, le TEA consiste : « [...] à maintenir et à construire des liens économiques et politiques plus étroits avec la Communauté économique européenne et à unifier le monde libre¹⁶ ». Ce « monde libre » s'élargit et les règles multilatérales doivent être adaptées. En cela, Kennedy, ainsi que son prédécesseur Eisenhower, ont eu cette vision à long terme de cette nécessité d'améliorer le système multilatéral dans l'intérêt de tous les pays alliés et de celui des États-Unis. Par ailleurs, Thomas W. Zieler fait remarquer : « en fait, Kennedy a préféré confronter le

13 Thomas W. Zeiler, *American Trade and Power in the 1960s*, New York, Columbia University Press, 2004. Tous les détails de l'élaboration du TEA : p. 64-72.

14 William S. Borden, « Defending Hegemony: American Foreign Economic Policy », dans Thomas G. Paterson, *Kennedy's Quest for Victory, American Foreign Policy, 1961-1963*, New York/Oxford, 1989, p. 69. Là aussi, voir tous les détails de l'histoire du TEA : p. 69-78.

15 Thomas W. Zeiler, *American Trade...*, *op. cit.*, p. 72.

16 JFK, NSF : Mémoire pour le président, *Foreign Trade Legislation for 1962*, de Howard C. Petersen, 22 novembre 1961.

déficit avec de nouveaux outils pour le commerce extérieur¹⁷». Cependant, c'est son prédécesseur qui a d'abord misé sur les exportations.

Le *Trade Expansion Act* est élaboré tout le long de l'année 1961 avec la Maison-Blanche, pour le présenter au Congrès en 1962. Il propose des baisses de 50 % des droits de douane sur tous les produits manufacturés. Il fixe l'élimination du droit de douane sur les produits qui représentent 80 % du commerce mondial entre les États-Unis et l'Europe, et cela jusqu'au 30 juin 1967. Le Kennedy Round vise en particulier à supprimer les tarifs préférentiels, celui qui existe entre la Grande-Bretagne et le Commonwealth et celui qui existe aussi entre la CEE et son association des pays d'outre-mer.

LA SOLUTION DE PARTAGE DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Les responsables, l'Europe de l'Ouest et le Japon, doivent fournir plus de capitaux à long terme aux pays moins développés faisant partie du « monde libre », tel est le contenu du discours annuel d'Eisenhower du 7 janvier 1960. Le politiste David P. Calleo a appelé ce partage du fardeau, « le fardeau impérial » de l'hégémonie américaine. Par ailleurs, l'expression du partage du fardeau paraît ambiguë dans le choix des termes eux-mêmes. Elle rappelle le poème de Rudyard Kipling de 1899, *Le fardeau de l'homme blanc*, qui représente ces peuples colonisés « mi-sauvages, mi-enfants ». En 1959, le partage de l'aide au développement s'adresse justement à ces colonies devenues indépendantes, mais qui connaissent un état économique colonial, non développé. Eisenhower aurait-il pensé à ce poème ?

Pour situer les origines de cette politique du développement, ou plutôt pour situer le moment de la prise de conscience d'une aide au développement, on a l'habitude de citer le président américain Harry Truman. Il a déclaré dans le « Point quatre » de son discours d'investiture le 20 janvier 1949 :

Nous devons mettre en œuvre un nouveau programme marquant pour faire bénéficier de nos avancées scientifiques et industrielles à l'amélioration et à la croissance des zones sous-développées. [...] Je pense que nous devons mettre à la disposition aux pays, aimant la paix les bénéfices de l'ensemble de nos connaissances technologiques dans le but de les aider à réaliser leurs aspirations à une vie meilleure¹⁸.

¹⁷ Thomas W. Zeiler, *American Trade...*, *op. cit.*, p. 52.

¹⁸ Discours d'investiture de Truman du 29 janvier 1949 [en ligne : http://www.trumanlibrary.org/whistlestop/study_collections/pointfourprogram/], consulté le 1^{er} février 2015.

L'expression de zones sous-développées est alors employée pour la première fois pour désigner des pays qui n'ont pas encore atteint le stade de l'industrialisation. Truman considère les avancées scientifiques et le progrès technologique à fournir à ces pays sous-développés, comme des facteurs de croissance économique.

L'aide au développement associe à la fois une conception de la morale universelle et le souci de la compétition soviétique dans le cadre de la guerre froide. Qui pourrait alors refuser de favoriser l'aide au développement pour procurer le bien-être à cette autre partie du monde moins développée et, par conséquent, de contribuer à asseoir la stabilité du « monde libre » ?

Si les États-Unis avaient exigé un retour de ces surplus dans leurs caisses, l'Europe de l'Ouest n'aurait pas forcément obtempéré. Le passé nous rappelle que cette démarche a déjà eu lieu. Après la Première Guerre mondiale, lorsque le problème des dettes de guerre interalliées s'est posé, les pays européens avaient fini par refuser de les leur rembourser à cause de leur trop grande pression et de leur maladresse diplomatique¹⁹. Il est indéniable qu'il s'agit à présent d'éviter de renouveler une telle expérience, cela d'autant plus que le contexte de la guerre froide rend nécessaire le soutien de chaque pays allié. Au cours de l'entre-deux-guerres, la situation était différente : à partir de 1920, les États-Unis s'étaient à nouveau isolés diplomatiquement par rapport à l'Europe.

Par ailleurs, le rapport du Budget de janvier 1961 inscrit le développement des nations sous-développées en cinquième priorité dans la nouvelle politique économique extérieure des États-Unis. « [...] C'est la politique du gouvernement américain de presser les autres nations avancées économiquement pour qu'elles consacrent une part de leurs ressources croissantes au développement économique du reste du monde libre²⁰ ». Pour cela, les excédents des balances de paiements européennes peuvent y contribuer, sous la forme des prêts à long terme bilatéraux aux pays sous-développés. Cette orientation a été particulièrement encouragée sous Eisenhower.

Encourager les prêts à long terme bilatéraux des pays européens

Le gouvernement d'Eisenhower et surtout le département du Trésor considèrent que les surplus européens doivent être convertis en capitaux à long terme dans le cadre de l'aide au développement²¹. Pour cela : « des pressions devraient être exercées sur les pays industrialisés pour qu'ils utilisent mieux leurs

¹⁹ Denise Artaud, *La Question des dettes interalliées et la reconstruction de l'Europe (1917-1929)*, Paris, Honoré Champion, 1978, 2 vol.

²⁰ NA, RG 40 : janvier 1961, *op. cit.*, p. 1-6.

²¹ NA, RG 56, GHW : Notes, *Sustainable level of our Balance of Payments Deficit*, de George H. Willis, 8-14 janvier 1960.

liquidités en réserve»²², et « les économies nouvellement renforcées de l'Europe de l'Ouest ajoutent leurs parts aux ressources de l'Occident »²³. Pourtant, Walter Heller du CEA sous Kennedy, fait remarquer que la rapide croissance de l'Europe de l'Ouest est fondée sur le relèvement des productions au niveau de 1938 dès 1948 et en 1951 pour l'Allemagne, et non grâce à l'aide américaine²⁴.

Dès 1960, le Trésor définit la position à adopter du point de vue diplomatique :

Nous *ne* poussons *pas* l'Allemagne et l'Italie à utiliser leurs grandes réserves d'or et de dollars *qui existent* pour l'assistance au développement ou pour diminuer leurs réserves en liquidités. Nous les poussons simplement à consacrer davantage leurs excédents de leur *future* balance des paiements pour financer le développement plutôt qu'à les réserver à l'accumulation²⁵.

Ensuite,

Nous les poussons simplement à utiliser leurs futurs gains tirés de leurs balances de paiements pour faire augmenter une vraie sortie de capital pour les pays moins-développés plutôt que de les investir dans les bons du Trésor américain ainsi que dans d'autres investissements en liquidités dans les pays industrialisés. [...] En résumé, la mise en place de leurs programmes de financements bilatéraux ne réduira pas la quantité de financements en dollars qu'ils ont l'opportunité d'obtenir²⁶.

Les États-Unis souhaitent faire circuler ces dollars dans un nouveau circuit bilatéral entre l'Europe et les pays du Tiers Monde, plutôt qu'entre l'Europe et les États-Unis. Ainsi, une partie de leur aide au développement serait réduite, puisque ces dollars serviraient à acheter, par exemple, des produits américains.

Que le gouvernement d'Eisenhower ait misé sur cette formule de prêt bilatéral à long terme au lieu du financement multilatéral ou commun peut surprendre. Mais cela ne concerne qu'une partie du financement de l'aide au développement : la part d'aide publique directe ou unilatérale. Administrativement, ce financement est d'un accès plus rapide, car il n'a pas besoin de l'autorisation des parlements européens et il concerne directement les Banques centrales. Toutes les modalités administratives ont en effet été étudiées par les États-

22 NA, RG 56, GHW : Notes, *Study of our Gold in the balance of payments*, de George H. Willis, 18 janvier 1960.

23 NA, RG 56, GHW : Notes, *International Documents prepared for the Joint Economic Committee*, de George H. Willis, 8 février 1960.

24 JFK, NSF : Mémoire pour le président, *Paris Report N°1 : Why Europe Grows Faster than the US*, de Walter W. Heller (Council of Economic Advisers), 5 mai 1961.

25 NA, RG 56, GHW : Mémoire, *Guidelines for Discussions with Germans and Italians re Increased Long Term Bilateral Development Financing*, de George H. Willis, 2 mars 1960. L'auteur du document souligne ces mots.

26 *Ibid.*

Unis qui privilégient la sortie rapide et directe des dollars européens. Quant au financement multilatéral, il prendra la voie usuelle plus longue, mais aussi nécessaire, avec la création du Groupe d'assistance au développement (DAG) à l'OCDE et de l'Association du développement international (IDA) à la Banque mondiale.

Comme le déclare Georges H. Willis, « ce que nous cherchons est d'accroître les prêts grâce aux pays en fort surplus et qu'ils soient dirigés vers les zones moins développées²⁷ ». Dès lors, les Européens, et en particulier l'Allemagne, sont incités à ne plus emprunter en dollars sur le marché américain ou du moins sur les marchés financiers en général.

100 En novembre 1960, commence la mission Anderson-Dillon pour discuter de ces modalités avec l'Allemagne. Elle a récemment proposé de mettre au point un nouveau programme pour assister les pays moins-développés en 1961, de l'ordre de 3 à 4 milliards de deutschemarks et sur une base « non liée »²⁸. Cette aide « non liée » signifie que l'obligation d'acheter des produits du pays, en échange de son prêt, n'est pas inscrite dans le contrat. Mais l'Allemagne préfère que cela se fasse dans le cadre multilatéral, et en particulier la BIRD. Cependant, comme le département du Trésor le fait remarquer, la BIRD ne connaît pas de difficultés pour lever des fonds et n'a donc pas besoin de ce capital allemand. La situation semble en rester là en cette fin de l'année 1960 et la question de la participation allemande à l'aide au développement n'est toujours pas réglée. Les discussions vont pourtant reprendre à partir de février 1961 sous la nouvelle présidence de Kennedy.

Lors de la visite du ministre des Affaires étrangères de l'Allemagne, Heinrich Von Brentano, à Washington, Kennedy insiste sur ce point : « [...] les Allemands comprennent qu'il n'est pas question d'aider les États-Unis. Le gouvernement américain n'est pas en train de demander une assistance pour le budget, par exemple, parce que la charge serait trop grande. Ce n'est pas du tout le problème. Le gouvernement des États-Unis cherche une coopération sur un problème commun²⁹ ».

En réponse, Brentano souhaite cette fois-ci qu'elle soit discutée dans le cadre de l'OCDE et non plus à la BIRD : « (...) l'utilisation de ces fonds pourrait peut-être être discutée non seulement avec les États-Unis, bilatéralement, dans le but d'une meilleure coordination du programme d'aide, mais aussi au sein

27 NA, RG 56, GHW : Lettre à Weir M. Brown (attaché financier, Ambassade américaine, New York), de George H. Willis, 22 avril 1960.

28 NA, RG 56, GHW : *Communiqué sur les discussions entre Douglas Dillon et Robert B. Anderson*, 23 novembre 1960.

29 JFK, NSF : Département d'État, *Memorandum of conversation between the President and the Foreign Minister of Germany, Von Brentano, US-German Relations*, 17 février 1961.

de l'OCDE [parce qu'il considère l'OCDE comme une] sorte de chambre de compensation dans ce domaine³⁰».

Finalement, les discussions vont se poursuivre dans le cadre multilatéral, comme le souhaite l'Allemagne depuis le début, soit dans les réunions du DAG à l'OCDE avec le sous-secrétaire d'État, George Ball, comme représentant américain. Dans l'immédiat, l'Allemagne prévoit dans son budget de 1961 : 4,144 millions de deutschemarks, pour l'aide au développement dans le cadre bilatéral. «À l'avenir, ces problèmes devraient être discutés multilatéralement après une bonne préparation par le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne (RFA)³¹». Ce montant correspond à 1 % du produit national brut de l'Allemagne, et qui est un pourcentage proposé par les États-Unis au sein de la réunion à l'OCDE³². De plus, l'Allemagne a donné l'assurance aux États-Unis que ce programme serait permanent.

En échange, le gouvernement allemand demande une meilleure position au sein de l'OTAN, dans la mesure où il est davantage impliqué dans les frais militaires et aussi dans l'aide au développement dans le cadre de l'Alliance atlantique, ce que signale l'ambassadeur Walter C. Dowling à Bonn. «[...] Il y a en même temps une attente qui grandit : la RFA devrait recevoir plus de considération de la part des États-Unis et plus particulièrement avec la Grande-Bretagne et la France dans le cadre de l'OTAN et de la Communauté atlantique³³». Signalons que la RFA est entrée dans l'OTAN en 1955. Précisons aussi que le mur de Berlin a été construit en mars 1961 et que la gestion de la crise de Berlin par Kennedy, en choisissant de négocier avec l'URSS, a particulièrement refroidi les ardeurs atlantistes de la RFA. C'est pourquoi celle-ci demande en retour d'être davantage soutenue face à ses partenaires de l'OTAN. De même, la réévaluation de 5 % du deutschemark (alors que les États-Unis préféraient 10 %) s'est faite en mars 1961, «[...] ce qui a permis entre autres de rendre nos exportations [américaines] vers l'Allemagne plus compétitives et les exportations allemandes plus chères³⁴».

Les discussions entre l'Allemagne et les États-Unis ont débouché sur une issue favorable, car Kennedy a accepté que la participation allemande à l'aide au développement soit discutée dans un cadre multilatéral, ce que refusait auparavant Eisenhower. Le choix de l'OCDE par l'Allemagne est judicieux parce que le nouveau président mise beaucoup sur cette institution pour

30 *Ibid.*

31 JFK, NSF : Télégramme au secrétaire d'État, de Walter C. Dowling (ambassadeur américain à Bonn), 4 mars 1961.

32 JFK, NSF : Mémoire pour le président, *Recent German Measures relating to United States Balance of Payments*, de Dean Rusk (secrétaire d'État), 9 juillet 1961.

33 JFK, NSF : Télégramme au secrétaire d'État, de Walter C. Dowling, 20 mai 1961.

34 JFK, NSF : 9 juillet 1961, *op. cit.*

d'autres aspects de sa politique économique extérieure, comme la relance de la croissance économique des pays industrialisés. En échange, l'Allemagne accepte de participer davantage aux frais militaires, peut-être aussi avec la promesse d'être plus considérée au sein de l'OTAN.

En ce qui concerne la Belgique et les Pays-Bas, « leur attitude est, "Maintenant, c'est votre tour. Nous regarderons vos tentatives et les résultats avec un intérêt sympathique. Mais nous regarderons seulement" ³⁵ ». Cela peut s'expliquer d'une certaine manière. La Belgique a accordé l'indépendance du Congo l'année passée et la transition se fait difficilement, en particulier avec l'assassinat du Premier ministre Lumumba par la Central Intelligence Agency (CIA). De leur côté, les Pays-Bas ont reconnu l'Indonésie indépendante sous la pression des États-Unis, un an après la déclaration d'indépendance par le leader Sukarno. La politique du partage du fardeau reprise par Kennedy se construit et se précise désormais dans le cadre atlantique.

102

Le discours sur l'aide étrangère de Kennedy le 22 mars 1961

Dans ce discours au Congrès, Kennedy s'emploie à réorganiser l'aide extérieure unilatérale ou directe des États-Unis, comme l'a suggéré le rapport du Bureau du Budget de janvier 1961.

Fragmentée du point de vue administratif, mal conçue et lente, cette administration est répartie dans une structure irrationnelle et au hasard qui couvre au moins quatre départements et plusieurs autres agences. Le programme est fondé sur une série de mesures législatives et de procédures administratives conçues à différents moments et pour des buts différents, la plupart d'entre elles sont maintenant obsolètes, inconsistantes et extrêmement rigides, et ainsi inadaptées pour nos buts et besoins actuels. Sa faiblesse a commencé à miner la confiance dans notre effort à la fois ici et à l'étranger³⁶.

Ce discours répond aussi à l'ONU. Cette institution a qualifié plus tôt l'année 1960 comme étant « l'année de l'Afrique ». L'Afrique connaît à ce moment-là un vaste mouvement d'indépendance des anciennes colonies qui deviendront des États-nations. De même, l'ONU va mettre en place pour la première fois des programmes de développement. Kennedy plaide dans ce sens :

Les années 60 peuvent être – et doivent être – la cruciale « Décennie du Développement » – la période pendant laquelle les nations moins-développées

³⁵ NA, RG 56, Dillon : *Extract from Notes of Chairman Martin*, 12 mai 1961.

³⁶ John F. Kennedy, *Special Message to the Congress on Foreign Aid*, 22 mars 1961 [en ligne : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=8545&st=&st1=>], consulté le 8 février 2015.

feront la transition vers une croissance autosuffisante soutenue – la période pendant laquelle la communauté élargie des nations indépendantes, stables et libres peut réduire l'insécurité et les tensions mondiales³⁷.

L'ONU reste le terrain privilégié pour les États-Unis, comme on le voit : « en particulier, nous saisissons les opportunités que le forum des Nations unies offre pour collaborer avec les nouveaux pays indépendants³⁸ ».

Comme l'a fait auparavant Eisenhower, ce discours est aussi considéré comme une riposte à l'offensive soviétique dans les pays nouvellement indépendants du Tiers Monde. D'après David Dean Rusk, le secrétaire d'État de Kennedy : « [...], la menace soviétique elle-même prend de nouvelles formes, particulièrement en incluant des sommes massives et disponibles pour le commerce et l'aide à dépenser comme l'a dicté la politique soviétique³⁹ ». Cela correspond à cette nouvelle politique affirmée depuis 1956 et renouvelée en 1959 par Khrouchtchev. Pour cela, il s'agit de dramatiser cette forme d'aide auprès de l'opinion publique et du Congrès : « dans trois continents sous-développés, nous avons atteint le moment critique où les opérations de holding du passé sont clairement inadéquates et où de nouvelles initiatives d'un genre dramatique et positif sont essentielles⁴⁰ ».

Quant au secrétaire du département du Commerce, Luther H. Hodges, il songe aussi à dramatiser l'aide étrangère américaine, en se référant à l'investissement privé : « dans un avenir proche, cependant, nous considérons l'investissement privé comme un supplément, et non comme un substitut, à l'assistance fournie à travers les voies gouvernementales⁴¹ ». N'est-ce pas ce que le sénateur John F. Kennedy a promis lors de sa campagne présidentielle en répondant publiquement à Paul R. Porter, conseiller influent d'Eisenhower ?

Si je suis élu, c'est mon intention de donner un signal fort pour accélérer les exportations et les investissements américains à l'extérieur. [...] Le problème pour stimuler un transfert plus impressionnant de technologie américaine et de capitaux privés vers les nations de l'Amérique latine, de l'Asie et de l'Afrique requiert une considération spéciale, comme vous l'avez remarqué. On y a besoin d'un plus grand volume des investissements américains et, il peut et devrait avoir

37 *Ibid.*

38 *Ibid.*

39 JFK, NSF : Mémoire pour le président, *New Proposals for the Foreign Aid Program*, de Dean Rusk (secrétaire d'État), 10 mars 1961.

40 *Ibid.*

41 NA, RG 40, ExeSec : Mémoire pour le président, de Luther H. Hodges (secrétaire au Commerce), 13 mars 1961.

lieu dans des conditions que toutes les parties concernées trouvent correctes et favorables⁴².

Les dépenses pour l'aide étrangère sont alors fixées à 4 milliards de dollars pour l'année et sont réparties de la manière suivante : « – l'assistance militaire sera réduite à 1,6 milliard [...]. – l'assistance économique avec une plus grande part consacrée aux prêts au développement, une petite augmentation dans les subventions au développement, et une réduction dans les subventions de soutien, totalisera 2,4 milliards de dollars⁴³ ».

Puis, le reste est attribué à une partie du programme ne pouvant être payée en dollars (éducation, institutions du développement et progrès social, le *Peace Corps* et l'aide de soutien), soit 1,5 milliard de dollars ; ensuite, 900 millions de dollars sont consacrés aux prêts à long terme de développement sans intérêts ou avec des intérêts très bas. Ainsi, l'assistance économique aurait la priorité sur l'assistance militaire dans les pays du Tiers Monde, sans toutefois comprendre l'aide attribuée à l'Amérique latine dans le programme de l'Alliance pour le progrès avec 3 milliards de dollars. Cette nouvelle répartition des dépenses, ainsi qu'une certaine réduction, sera-t-elle vérifiée par la suite ?

Avant d'aller plus loin, le rapport du Budget de janvier 1961 fournit de précieuses informations sur l'organisation administrative de cette assistance étrangère des États-Unis. Il est parfois difficile de l'appréhender à cause de sa complexité, cela d'autant plus que nous ne disposons pas toujours dans la bibliographie de cette vue d'ensemble. Cela pourra servir pour des études sur ce sujet.

Une des caractéristiques principales de l'après-guerre dans les affaires économiques internationales est que le gouvernement américain a bien voulu, comme un problème de politique publique, transférer des ressources à l'étranger sur la base autre qu'un simple avantage commercial. [...] Cette fonction – le transfert de ressources outre-mer à travers une variété de techniques dans le but d'accroître notre sécurité nationale et de favoriser notre force économique à l'extérieur – qui est connue sous l'expression d'assistance étrangère est effectuée aujourd'hui à travers les principales catégories d'activités suivantes : le Mutual Security Program (MSP) ; les programmes de stabilisation et de prêts multilatéraux et bilatéraux ; les programmes de mise à disposition des surplus agricoles⁴⁴.

42 NA, RG 40, ExeSec : Lettre à Paul R. Porter (président de Porter International Company), de John F. Kennedy (sénateur), 11 octobre 1961.

43 *Ibid.*

44 NA, RG40, ExSec: Bureau du Budget, *Staff Study of Organization and Coordination of Foreign Economic Activities, Pursuant to Section 604, Mutual Security Act of 1960*, janvier 1961, p. III-1.

Sont ainsi résumées, du point de vue américain, la nécessité de l'aide étrangère américaine et son organisation administrative.

Le MSP est l'une des principales agences d'aide étrangère, surtout militaire. C'est pourquoi sa réorganisation est vitale. Le MSP établit des relations individuelles avec chaque pays concerné. Il est placé sous l'autorité du président et le coordinateur est en principe le sous-secrétaire d'État, car il existe beaucoup de rivalités entre les diverses agences concernées par le MSP, comme le National Security Council, l'ICA, les Bureaux régionaux du département d'État, l'ambassadeur et son équipe du pays concerné et le Council on Foreign Economic Policy⁴⁵. Plus précisément,

Il est opératif dans 60 pays et territoires dans le monde, pour fournir (a) l'assistance militaire sous la forme de matériel militaire et de conseils aux établissements militaires de 39 pays; (b) des fonds de soutien à la défense (*Defense Support*) à 12 nations sous la forme de subventions de produits ou de finances à grande échelle pour un usage économique dans le cadre d'un soutien à la défense ou, en effet, pour le paiement des bases militaires américaines; (c) des subventions d'assistance spéciale, aussi de l'aide économique, pour sécuriser ou rendre possible l'achèvement d'un nombre d'objectifs de la politique américaine dans 22 autres pays; (d) des prêts par le Fonds de prêt au développement (DLF) pour financer des capitaux et d'autres facilités nécessaires au développement économique à long terme dans plus de 40 pays; et (e) dans 60 pays et territoires, l'assistance sous la forme de coopération technique dans un grand nombre de domaines comme la médecine, l'éducation, l'ingénierie, l'agriculture, et le travail, dans l'intention d'aider les pays à développer leurs ressources humaines et les institutions de base nécessaires pour soutenir la croissance économique et la stabilité sociale⁴⁶.

Les programmes concernant la stabilisation et les prêts multilatéraux et bilatéraux visent le développement économique. Les prêts bilatéraux sont gérés par le DLF et la Banque Export-Import. Ils sont aussi placés sous la responsabilité directe du président, qui est secondé par les départements d'État et du Trésor. Le DLF est actif au Proche-Orient, en Asie du Sud et en Extrême-Orient, alors que la Banque Export-Import est orientée traditionnellement vers l'Amérique latine. Quant aux prêts multilatéraux, ils passent par les institutions multilatérales, comme le FMI, la BIRD et ses deux affiliées, l'International Finance Corporation et l'IDA, et la Banque de développement interaméricaine. Ensuite, l'assistance à la stabilisation de change multilatérale et bilatérale, qui

⁴⁵ *Ibid.*, p. III-11-12.

⁴⁶ *Ibid.*, p. III-2.

est une aide financière destinée à stabiliser le taux de change de la monnaie nationale du pays concerné, pendant les périodes de difficultés temporaires de balance des paiements, ou encore considérée comme une partie d'un programme de stabilisation économique générale. Cette assistance a fonctionné au départ pour les pays européens, comme la France, puis pour les pays sous-développés, comme la Turquie et l'Argentine, avec succès⁴⁷.

En ce qui concerne les surplus agricoles américains, ils sont encadrés par le Programme de la nourriture pour la paix (*Food-for-Peace Program*) ou PL 480 (*Public Law*), et sont disponibles sous forme de concessions ou de cadeaux à l'étranger. « Initiée en 1954 avec le but premier de disposer des surplus produits par les fermiers américains, cette loi a permis d'en faire un usage utile, et est devenue une ressource économique majeure que le gouvernement américain utilise pour ses buts humanitaires et économiques à l'étranger⁴⁸ ».

Par ailleurs, Sébastien Abis signale dans son ouvrage sur la *Géopolitique du blé* :

106

L'importance de l'aide alimentaire américaine à l'époque de la guerre froide est, en revanche, bien moins connue. Elle sert pourtant, à travers la *Public Law* 480, mise en place en 1954, puis les programmes *Food for Peace* et *Food for Progress*, dans lesquels le blé représente le produit phare, d'arme de persuasion massive vis-à-vis de pays dont la sécurité alimentaire dépend des approvisionnements extérieurs⁴⁹.

Les opérations gouvernementales à l'étranger comme le DLF, la PL 480, ou encore l'ICA, négocient leurs ventes à des taux de change du dollar, différents (pourrait-on dire inférieurs ?) du cours officiel. Plus précisément, ces taux de change du dollar diffèrent selon les Agences opérant à l'étranger, mais ne semblent pas contribuer au déficit de la balance des paiements américaine, comme l'ont démontré des études internes⁵⁰.

Comparaison avec l'aide étrangère soviétique

À présent, il est aussi intéressant de comparer l'aide étrangère directe des États-Unis avec celle de l'URSS, pour mieux saisir cette compétition qui s'engage sur

47 *Ibid.*, p. III-17-19.

48 *Ibid.*, p. III-25.

49 Sébastien Abis, *Géopolitique du blé. Un produit vital pour la sécurité mondiale*, Paris, Armand Colin/IRIS, 2015, p. 76. Signalons qu'au Congrès de l'Association internationale d'histoire économique qui s'est tenu à Kyoto en été 2015, Shigeru Akita a présenté un travail sur la PL 480 entre l'Inde et les États-Unis dans les années 1960.

50 NA, RG 56, GHW : *Role of the Treasury vis-a-vis US Foreign Policy*, 10 mars 1960 ; Lettre à Leddy, 1960 *U.S. Balance of Payments without PL 480 Transactions*, de P. P. Schaffner, 27 janvier 1961 ; Lettre à George H. Willis, *Interest of Senator Williams in Treasury management of Foreign Currency Holdings: Use of Different Exchange Rates by Different Agencies*, de T. Page Nelson, 27 janvier 1961.

le terrain du Tiers Monde. Lors de la Conférence de Bandung en 1955, l'URSS prend conscience d'une nouvelle stratégie à mettre en place. L'aide de l'URSS destinée aux pays sous-développés a démarré précisément cette année-là et s'est ensuite intensifiée à partir de 1959. D'après Vladimir Bartenev :

Le fait que l'URSS, à la différence de la Chine, n'avait pas été invitée à cette conférence, poussa le Kremlin à rattraper son retard et à rompre avec les concepts staliniens dépassés. À partir de ce moment-là, dans les discours prononcés au grand public, Khrouchtchev s'identifia sans réserve avec l'anticolonialisme et l'anti-impérialisme des leaders non communistes des pays faiblement développés, comme Nasser et Nehru. Jouant sincèrement la carte de la « coexistence pacifique » avec les Occidentaux et notamment les Américains, en Europe, il pensait, par ailleurs, que la décolonisation ouvrait la voie à une stratégie plus offensive visant à gagner des alliés et des bases dans la lutte pour le triomphe du « camp socialiste »⁵¹.

Par ailleurs,

L'autre événement qui, cette même année 1955, d'après les historiens de cette période, a beaucoup contribué à l'essor de l'intérêt pour le Tiers Monde au sein du gouvernement soviétique fut la tournée à grand succès de Khrouchtchev et Boulganine dans plusieurs pays d'Asie du Sud : l'Afghanistan, la Birmanie, l'Inde et l'Indonésie. On note la véritable euphorie du chef de l'URSS après cette visite, et même l'émergence dans sa conscience de l'idée (considérée souvent dans l'historiographie comme chimérique) que « l'Orient et le Tiers Monde du globe étaient ouverts pour une offensive pacifique triomphante de l'Union soviétique, qui réussirait à l'avenir à l'inclure dans sa sphère d'influence et attaquerait le capitalisme dans le dos »⁵².

Ces deux événements qui ont lieu en 1955, la conférence de Bandung et la visite en Asie expliquent la prise de conscience de Khrouchtchev face à l'émergence de nouveaux États du Tiers Monde. Peut-être cette intensification notée en 1959 est-elle liée à cet autre constat datant de 1958 :

Un choix fut donc fait en faveur d'une politique de coopération qu'une citation tirée du rapport A. Arzumanân, chef de la délégation soviétique à la conférence économique des pays africains et asiatiques au Caire à la fin de 1958, décrit le plus succinctement : « Nous pouvons construire pour vous une entreprise

51 Vladimir Bartenev, « L'URSS et l'Afrique noire sous Khrouchtchev : la mise à jour des mythes de la coopération », *Outre-mers*, vol. 94, n°354-355, p. 66.

52 Ibid., cité dans la note de bas de page 8 : A. B. Davidson, S. M. Mazov, G. V. Cypkin, *SSSR i Afrika (1918-1960) : dokumentirovannaa istoria vzaimootnosenij* (« L'URSS et l'Afrique : l'histoire documentée de leurs relations mutuelles »), Moscou, IV IRAN, 2002, p. 134.

industrielle ou de transport, un institut scientifique ou d'enseignement, un hôpital, un culturel, tout ce dont vous avez besoin. Nous pouvons vous envoyer nos spécialistes ou accueillir les vôtres. Nous pouvons vous envoyer nos professeurs ou accueillir vos étudiants dans nos établissements ; agissez comme vous voulez. Dites-nous de ce dont vous avez besoin et nous vous aiderons... Nous ne cherchons aucun avantage, profit, privilège, concession, etc. Nous ne vous demandons ni d'entrer dans un bloc de pays ni de changer de gouvernement ou de politique intérieure ou extérieure. Nous pouvons vous accorder le soutien comme on le ferait à son frère, car nous savons nous-mêmes comme il est difficile de se délivrer de l'indigence. Notre seule condition est qu'il n'y ait pas de condition »⁵³.

Ainsi, Khrouchtchev promet aux pays du Tiers Monde réunis à Bandung en 1955 et aussi au Caire en 1958, l'aide de l'URSS pour leur développement et s'introduit sur ce terrain, occupé depuis la fin de la guerre par les États-Unis. Par ailleurs, il renouvelle la promesse faite par Lénine en 1920 lors du congrès de Bakou d'aider les colonies à mener leur lutte nationale.

Grâce à un rapport trouvé dans les archives de la Commission européenne, plus précisément dans celles du cabinet Hallstein, le président de la Commission européenne, portant sur : *La contribution des USA et du Bloc soviétique à l'aide économique des pays sous-développés*, de 1954 à 1957, il est possible de comparer l'aide soviétique à l'étranger par rapport à l'aide américaine.

L'aide étrangère américaine remonte à 1945, alors que celle de l'URSS a commencé en 1953 après la mort de Staline. La part américaine est supérieure en volume (60 milliards de dollars pour les États-Unis et 5 milliards de dollars – plus 1,6 milliard de dollars en 1953 – pour l'URSS), mais l'aide soviétique est meilleure du point de vue qualitatif⁵⁴. « Il est frappant de considérer que l'aide soviétique, égale au 1/3 de l'aide américaine en 1956, s'élevait aux 2/3 de cette aide dès 1957 », ce qui donne lieu à une concurrence entre les deux aides pour les pays bénéficiaires. Ainsi, l'Inde, la Yougoslavie, l'Afghanistan, l'Indonésie et le Cambodge reçoivent les deux.

L'aide économique soviétique se distribue surtout sous la forme de prêts à long terme, et jamais de dons, à des taux d'intérêt très bas, mais remboursables, ou

53 *Ibid.*, p. 67.

54 CE, BAC 25-1980, 209 : Commission de la CEE, DG Pays et territoires d'outre-mer, Direction des études et programmes, *La Contribution des USA et du bloc soviétique à l'aide économique aux pays sous-développés*, 24 février 1960. Par ailleurs, ce rapport précise s'être référé à l'ouvrage suivant : Joseph S. Berliner, *Soviet Economic Aid*, New York, 1958, pour les chiffres. D'après le directeur général : « l'ouvrage auquel on s'est référé apporte au demeurant une masse de données très intéressante sur la structure des aides américaine et soviétique. Il constitue donc une source très valable ». Toutes les citations suivantes sont extraites du même document.

encore sous la forme « des accords de troc (café contre tracteurs) qui sont signés entre l'Allemagne de l'Est et le Brésil ». Autant l'aide soviétique est concentrée sur quelques pays, autant l'aide américaine est dispersée. Cette dernière est constituée en grande partie d'investissements de capitaux privés (qui sont tout de même concentrés à 75 % en Amérique latine).

La nature de l'aide aux pays sous-développés se présente, en plus des aides ou prêts financiers, d'une manière concrète : du côté soviétique, le financement vise la construction des grands barrages ou des industries, et du côté américain, « une bonne part de leur aide économique est distribuée sous forme de surplus agricoles payables en monnaies locales, la contrepartie étant utilisée en prêts à long terme. L'opposition de ces deux politiques accrédite de plus en plus l'idée d'une URSS championne de l'industrialisation (qui est, dans les pays sous-développés, un véritable mythe) ».

Pour conclure, « l'examen qualitatif des données de structure de ces deux aides montre en effet que l'aide soviétique, en pleine progression, est conçue en termes psychologiques tels que chaque accord signé est ressenti comme une victoire nouvelle des pays sous-développés, et bien souvent une défaite de l'Occident ».

Dans les années 1960, prend alors forme la compétition économique entre les deux blocs sur le terrain du Tiers Monde émergent. Ces documents trouvés dans les archives européennes sont très riches en informations sur la nature de l'aide de l'URSS et mettent aussi en lumière le peu d'études existantes sur ce sujet⁵⁵.

Les États-Unis sont totalement dépendants des exportations pour couvrir leurs dépenses dignes d'une puissance mondiale. Les sorties d'or et de dollars illustrent leur rôle de banquier du monde à cause ou grâce au dollar, monnaie internationale des échanges et de réserve. Quant aux capitaux privés à long terme, ils sont les vecteurs de la politique extérieure américaine par le biais de la conquête des marchés, du savoir-faire technologique, du mode managérial, qui conduisent à l'américanisation de la société du pays dans lequel ils ont investi. Mais les excès des niches et paradis fiscaux ne contribuent pas à l'équilibre de la balance des paiements extérieurs et pourraient être – un peu – corrigés aux yeux du gouvernement américain. Les capitaux à court terme consistent en des prêts d'ordre commercial (ce que le gouvernement ne perd pas de vue) ou en des valeurs en portefeuille. Parmi ces capitaux à court terme, ceux qui sont destinés à la spéculation et qui sont extrêmement volatiles, sont les plus redoutés par le gouvernement. Enfin, les dépenses gouvernementales unilatérales représentent l'influence directe des États-Unis au niveau diplomatique dans leurs relations avec les pays alliés face au bloc soviétique.

55 Signalons l'excellent numéro spécial de Marie-Pierre Rey, « L'URSS et le Sud », dans la revue *Outre-mers*, t. 94, n°354-355, 1^{er} semestre 2007.

Tous les éléments d'une puissance économique, financière, militaire et politique selon les critères classiques d'une puissance en relations internationales sont rassemblés dans la balance des paiements extérieurs. Le gouvernement américain ne peut ainsi réduire les dépenses liées à leurs enjeux directs de politique extérieure, qui atteignent un total d'environ 15 milliards de dollars en 1959 (en comprenant les dépenses militaires dans les importations). C'est la raison pour laquelle les deux grands axes destinés à réduire officiellement le déficit sont : la relance des exportations américaines et la réduction des dépenses publiques extérieures (qui est le partage du fardeau). Ces deux priorités vont devenir les fers de lance de la politique économique extérieure des États-Unis.

Sans toutefois remettre en cause le leadership américain, ces deux domaines se « partagent » avec les autres pays industrialisés. S'esquisse alors un nouveau cadre de relations transatlantiques à l'aube des années 1960. Cependant, ce nouveau cadre diplomatique repose sur un équilibre ambigu : les pays industrialisés sont considérés à égalité avec les États-Unis au niveau financier et économique, mais les États-Unis renforcent leur hégémonie par le biais du déficit de leur balance des paiements, puisque tout le monde est impliqué dans sa réduction qui est impérative.

110

Les États-Unis sont en effet fragilisés depuis 1958 par l'accroissement du déficit de leur balance des paiements. Cette situation traduit habituellement une économie affaiblie et se répercute sur la monnaie nationale. La puissance américaine se retrouve ainsi dans l'obligation, devant le monde entier, de le réduire à cause des accords du Bretton Woods de 1944. Mais, en dramatisant ce déficit, le gouvernement d'Eisenhower a désigné les coupables, l'Europe de l'Ouest et le Japon, qui ont bénéficié auparavant de l'aide américaine pour leur reconstruction d'après-guerre et qui affichent des budgets excédentaires.

Les États-Unis, alors en récession économique, ont mené une politique fiscale en accord avec leur situation nationale, c'est-à-dire en maintenant les taux d'intérêt élevés, mais paradoxalement à un niveau inférieur à ceux des pays européens, afin de limiter la production de nouveaux billets. Néanmoins, il faut dissocier les taux d'intérêt à court terme, élevés pour décourager la fuite des capitaux à court terme, et les taux d'intérêt à long terme, bas pour encourager la croissance du pays. Outre-Atlantique, l'Europe de l'Ouest est en expansion et mène une politique d'attraction des capitaux à court terme, à la recherche d'un profit immédiat, grâce des taux d'intérêt plus élevés, comme ceux fixés à Londres à 5 %.

Ces deux politiques monétaires se sont alors opposées, si l'on peut dire. Les États-Unis ne peuvent pas relever leurs taux d'intérêt au même niveau que ceux de l'Europe de l'Ouest, sous peine d'effacer toute possibilité de reprise, mais peuvent en tant que puissance mondiale amener à faire baisser ceux de

l'Europe de l'Ouest sans que cela ne gêne l'expansion européenne. C'est dans ce sens-là que l'intérêt d'une harmonisation de ces politiques monétaires et fiscales entre les pays industrialisés, qui n'existe pas, a été mis en évidence en ce début des années 1960. Ce décalage ou cette opposition existe en effet entre les États-Unis et les autres pays de l'Europe de l'Ouest au niveau de la politique économique : l'Europe keynésienne impose le contrôle des capitaux européens et mise sur les dépenses publiques pour le bénéfice de l'économie; les États-Unis classico-keynésiens ou néokeynésiens maintiennent la liberté de mouvement des capitaux américains, réduisent les dépenses gouvernementales, prônent la baisse des impôts et le maintien des taux d'intérêt élevés au bénéfice du « monde libre ».

Néanmoins, cette période des années 1958 à 1960 représente un tournant fondamental dans l'évolution du capitalisme lui-même. Est-il perçu comme tel à ce moment-là? Avec le recul, il est en effet frappant de constater que la persistance des sorties importantes de capitaux à court terme et l'insuffisance des exportations pour les compenser, montrent que l'économie américaine se transforme. Elle révèle que cette économie ne fonctionne plus tant sur la base de l'expansion des échanges de biens et services grâce à l'industrie. Elle est entrée dans un nouveau cycle dont le dynamisme commence à être dicté par les mouvements de capitaux. C'est pourquoi cette période coïncide avec une mutation du capitalisme industriel vers un capitalisme financier, qui s'accompagne aussi d'un changement de conception économique. Ce capitalisme ne s'inscrit plus dans le long terme, mais dans le court terme. La politique des taux d'intérêt plus élevés en Europe de l'Ouest met en évidence cette recherche d'attraction de capitaux à bénéfices rapides, dans le court terme, et qui est favorisée par les places financières comme la City de Londres. Pourtant, l'ensemble de l'économie mondiale mise sur la croissance des exportations dans le cadre de l'OCDE au cours de cette décennie. Ne serait-ce pas paradoxal?

L'économie américaine est en effet fondée sur l'industrie traditionnelle, l'automobile, le textile, la mécanique non électronique, la sidérurgie, et perd en compétitivité face à l'Europe, surtout par rapport à l'Allemagne. La demande nationale se tourne alors vers les importations qui augmentent. Les capitaux américains n'investissent plus eux-mêmes dans l'économie du pays. Sous la présidence de Kennedy, le capitalisme financier émerge déjà aux États-Unis, en coopération avec l'Europe de l'Ouest qui a apprécié ces arrivées de capitaux et non à partir des années 1980, comme on le dit actuellement. À leur tour, dans les années 1980, les pays européens ont connu ce passage du capitalisme industriel au capitalisme financier lorsqu'ils ont libéré les capitaux européens de tout contrôle, qui eux-mêmes n'investissent plus autant dans l'économie européenne.

Ce début de la décennie 1960 est marqué par la fin du mandat d'Eisenhower et le début de celui de Kennedy, deux présidents de conviction politique différente, mais qui ont pour point commun et essentiel à leurs yeux : la puissance américaine portée par un dollar fort. En cela, il existe une remarquable continuité d'un président à l'autre, qui est celle d'une politique monétaire et fiscale conservatrice ou, selon le courant de l'époque, d'essence classico-keynésienne, grandement influencée par le département du Trésor, par Douglas Dillon. Cette continuité n'est pas mise en évidence par les économistes James Tobin et Robert Solow, alors conseillers de John Kennedy, dans leur ouvrage collectif, mais ces derniers reconnaissent que : « la macroéconomie du CEA de 1961, que les médias populaires ont appelé "la Nouvelle Économie", est alors le courant néo-keynésien de la profession⁵⁶ ». Ces économistes ont été appelés « fiscalistes », de tendance keynésienne, en opposition aux « monétaristes », comme Milton Friedman. Néanmoins, Tobin et Solow soulignent que ce courant économique n'est pas nouveau, comme la presse l'a souvent dit, mais qu'il existe depuis les années 1950.

112

Pour terminer sur cette nouvelle orientation en politique économique, le sous-secrétaire du Commerce, Edward Guderman, dresse un portrait fort instructif de Kennedy : « [...] il [le président] semble être une combinaison de conservatisme quand il s'occupe des problèmes économiques et de progressisme pour les problèmes sociaux. Je peux vous assurer que sur le commerce, l'économie et les affaires, il est plus conservateur que beaucoup au gouvernement⁵⁷ ». Cependant, Kennedy a suggéré à un moment donné de limiter volontairement les sorties de capitaux, ce que le secrétaire du Trésor a refusé. En 1965, sera finalement mis en place un certain contrôle des mouvements des capitaux aux États-Unis.

Alors que cette politique économique s'accorde avec le président républicain Eisenhower, elle s'avère être un pari risqué pour le nouveau président démocrate Kennedy. Pour ce dernier, on a pu voir l'attaque des conseillers économiques proches des théories de Keynes, la fronde des industriels contre le rapatriement des bénéfices des entreprises ayant investi à l'extérieur et contre la suppression des avantages fiscaux suggérée par Eisenhower lui-même, l'action contre les Banques centrales d'Angleterre et d'Italie qui spéculent contre le dollar sur le marché de l'or de Londres et la création du Pool d'or, et les inquiétudes de l'opinion publique quant au franchissement du seuil psychologique des 17 milliards de réserves d'or, que le Trésor a assumé pleinement.

56 James Tobin et Murray L. Weidenbaum (dir.), *Two Revolutions in Economic Policy. The First Economic Reports of Presidents Kennedy and Reagan*, Cambridge/London, The MIT Press, 2^e éd., 1989, p. VIII.

57 NA, RG 40, EG : Lettre à E. Penn Brooks, d'Edward Guderman, 23 mars 1962.

Le tour de force des États-Unis est de faire admettre aux pays industrialisés, faisant partie du « monde libre » ou encore du monde occidental, de partager leur déficit, en le « multilatéralisant ». L'intérêt mutuel du multilatéralisme devient ainsi la réduction du déficit de la balance des paiements américain, pour le bénéfice de chacun et de tous, par le biais des institutions multilatérales, comme l'ONU, le FMI, le GATT, l'OCDE et la CEE. On pourrait de ce fait le considérer comme un « déficit impérial », pour reprendre le titre de l'ouvrage de David P. Calleo, *L'Économie impériale*⁵⁸, car c'est bien de cela qu'il s'agit. Les États-Unis ont assez dramatisé leur déficit, afin que les autres pays industrialisés adhèrent au nouveau schéma des relations internationales économiques. Ce sera dans le cadre multilatéral en ce début des années 1960. Comment vont évoluer les relations avec l'Europe de l'Ouest et le Tiers Monde allié dans le système multilatéral ? Comment s'insèrent-elles dans le climat de compétition économique, issu de la guerre froide, entre les États-Unis et l'URSS ?

58 David P. Calleo, *The Imperial Economy*, Cambridge/London Harvard University Press, 1982.

GLOSSAIRE

Bilatéralisme : Accord exclusif entre deux pays. Ce système a longtemps caractérisé les régimes soviétique et nazi ; il a été particulièrement combattu par le département du Trésor des États-Unis en Europe de l'Ouest au lendemain de la guerre. Le risque d'un accord bilatéral est, pour l'un des partenaires, d'être confronté à l'insolvabilité de l'autre. De nos jours, on assiste à une recrudescence d'accords commerciaux bilatéraux en-dehors de l'OMC.

Coopération régionale (caractérisée soit par la zone, soit par l'association, ou encore par l'accord de libre-échange) : Elle est plus libérale que l'intégration régionale (voir ci-dessous). La zone de libre-échange ne s'occupe que de la suppression des barrières douanières et de la libre circulation des marchandises entre les pays membres. Pour cela, elle ne cherche pas à unifier les marchés nationaux en un seul, puisque ces pays membres gardent toute leur souveraineté nationale. Le modèle par excellence est l'Association de libre-échange du Nord de l'Amérique (ALENA).

Coopération internationale : Mode de relations diplomatiques entre les États au sein d'une organisation internationale, qui préserve leur souveraineté et leurs frontières nationales.

Intégration régionale (caractérisée par le Marché commun ou la communauté) : Elle vise à intégrer des marchés nationaux pour en former un seul, dans le cadre institutionnel d'une région. Ce mode atteint une homogénéité tant dans les normes adoptées par les pays membres que dans la cohérence de leurs politiques économiques. Cette intégration régionale, en général économique, est particulièrement caractérisée par la concession d'une partie plus ou moins importante de la souveraineté nationale des pays membres. Le modèle par excellence est l'Union européenne (UE).

Libéralisation : La libéralisation des échanges vise à les favoriser dans le sens d'un accroissement du libéralisme. Cela se traduit par une ouverture des échanges encore plus importante grâce à la baisse des tarifs douaniers et des obstacles invisibles.

Multilatéralisation : Il s'agit d'un concept né pour marquer la fin de la guerre froide et dépasser les antagonismes idéologiques. Il vise à expliciter le concept de mondialisation, très critiqué et vague, et par là même à le remplacer. Il précise en effet que le point de départ est le système multilatéral de 1945 à nos jours et que le mot *fin* n'est pas encore écrit. Il introduit aussi la question de l'interaction entre l'institution, l'État et le marché. Enfin, il induit que le capitalisme est en cours de mutation au cours de cette période, puisqu'il se démarque du capitalisme industriel du XIX^e siècle aux années de la Grande Dépression. Il met aussi en valeur la diffusion dans l'espace de ce système international, en partant des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest, vers l'Asie, le Pacifique, l'Afrique et le monde entier après 1989.

296

Multilatéralisme (aussi appelé « nouvel ordre économique mondial ») : N'étant pas une théorie économique, le multilatéralisme est une doctrine fondée sur un équilibre, ou une moyenne, entre le libéralisme d'Adam Smith et l'interventionnisme de John Keynes. Il a été conçu par Cordell Hull et son équipe après la crise de 1929 et pendant la Seconde Guerre mondiale, au sein du gouvernement américain de Franklin D. Roosevelt. Il a été mis en place à partir de 1945 et s'appuie sur les institutions multilatérales (internationales, comme l'ONU, l'OMC, le FMI, l'OIT..., et régionales, comme l'Union européenne, l'Union africaine, le MERCOSUR, l'ASEAN, etc.). Ces institutions sont définies par des principes moraux : la non-ingérence, la non-discrimination et le respect des droits individuels. Les pays adhérant à ce système international sont liés par l'intérêt mutuel ou la réciprocité, afin de réaliser « l'ordre au-dessus du chaos » sur une base ternaire et égalitaire : la paix et la sécurité, la prospérité et le bien-être.

Régionalisme : Qualifie le mouvement qui cherche à organiser institutionnellement un groupe de pays, afin d'obtenir une certaine autonomie dans la gestion de leur région, que ce soit sur le mode de la coopération ou celui de l'intégration.

Stabilité/stabilisation : Mot-clé du multilatéralisme et objectif de la politique étrangère des États-Unis après-guerre. La stabilité s'obtient par paliers : la stabilité économique mène à la stabilité sociale puis à la stabilité politique.

Unilatéralisme : Il consiste à imposer aux autres pays des règles de jeu qui n'ont pas été négociées au niveau multilatéral (définition proposée par Jean-Marc Siroën, « L'unilatéralisme des États-Unis », *AFRI*, vol. 1, 2000, p. 570-582).

SOURCES

SOURCES MANUSCRITES

Publiques

Archives nationales des États-Unis, College Park (Maryland) :

- RG 40 General records of the Department of Commerce, 1960-1965
 Office of the Secretary, Luther Hodges
 Files of the Under-Secretary of Commerce, Edward Guderman
 Executive Office of the President
 Office of the Secretary, Executive Secretariat
 Office of the Assistant Secretary for Economic Affairs, Richard
 H. Holton
 Office of Business Economics
- RG 56 General records of the Department of the Treasury, 1960-1965
 George Willis Records
 Office of the Secretary, Douglas Dillon's Files
 Dillon/Fowler's Files
 Fowler Records
 Roosa Records
 Nelson Records

Archives de la bibliothèque John Fitzgerald Kennedy, Columbia Point, Boston :

President's Office Files, Departments and Agencies :

- AID, 1961-1963
Bureau of the Budget, 1961-1963
Commerce, 1961-1963
Council of economic Advisers, 1961-1963
Special Representative for Trade Negotiations
Tariff Commission
Treasury, 1961-1963

National Security Files

- Regional security Series: Europe

Departments and Agencies: AID, State, Treasury
Subjects: Balance of payments and Gold
Carl Kaysen Series: Balance of Payments, Business, Economic
Policy, Foreign Aid, Trade Policy.
Boards, Committees and Commissions: Council of Economic
Advisors, National Security Council
Theodore C. Sorensen's Papers

Archives de la Commission européenne, Bruxelles :

Commission européenne :

BAC 56/1980

Secrétariat exécutif :

Procès-verbaux de la Commission

Direction générale des Affaires (Relations) extérieures :

BAC 1/1967

BAC 3/1965

BAC 3/1978

BAC 11/1993

BAC 16/1967

Direction générale de l'agriculture :

BAC 12/1968

BAC 12/1972

Direction générale des affaires économiques et financières :

BAC 26/1969

BAC 79/1982

BAC 144/1992

BAC 129/1983

Direction générale du marché intérieur :

BAC 255/1980

Direction générale de la concurrence :

BAC 062/1980

Direction générale des pays et territoires d'outre-mer :

BAC 007/1968

BAC 015/1969

BAC 25/1980

Direction des échanges :

BAC 6-1966

Archives GATT en ligne et ouvertes au public depuis 2006 :

https://www.wto.org/french/docs_f/gattdocs_f.htm

Privées

Archives de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne :

Archives de Robert Marjolin : ARM

SOURCES PUBLIÉES

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, Washington, janvier 1958.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, Washington, janvier 1959.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, Washington, janvier 1960.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, Washington, janvier 1961.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, With the Annual Report of the Council of Economic Advisers, Washington, janvier 1962.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, With the Annual Report of the Council of Economic Advisers, Washington, janvier 1963.

GATT, Multilateral Trade, The Uruguay Round, Group of Negotiations on Goods (GATT), Negotiating Group on Tropical Products, *Past Negotiations and Consultations in GATT on Tropical Products*, Note by the Secretariat, 20 février 1987.

GATT, *Le Commerce international en 1957-1958*, Genève, juillet 1959.

GATT, *L'Évolution du commerce international : Rapport d'un groupe d'experts*, Genève, GATT, 1958.

US Department of State, *Havana Charter for an International Trade Organization, Including a Guide to the Study of the Charter*, Washington, 1948.

US Bureau of Census, *Historical Statistics of the United States. Colonial Times to 1970*, Washington, 1975.

BIBLIOGRAPHIE

- AARONSON, Susan A., *Trade and American Dream. A Social History of Postwar Trade Policy*, Lexington, The University Press of Kentucky, 1996.
- ABDULQAWI, Yusuf, *Legal Aspects of Trade Preferences for Developing Countries. A Study in the Influence of Development Needs on the Evolution of International Law*, Leiden, BRILL, 1982.
- AGLIETTA, Michel et MOATTI, Sandra, *Le FMI, De l'ordre monétaire aux désordres monétaires*, Paris, Économica, 2000.
- ANDREWS, Stanley, *Agriculture and the Common Market*, Iowa State University Press, 1973.
- ARROUS, Jean, *Les Théories de la croissance. La pensée économique contemporaine (3)*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points Économie », 1999.
- ARTAUD, Denise, *La Fin de l'innocence. Les États-Unis de Truman à Reagan*, Armand Colin, Paris, 1985.
- ASBEEK BRUSSE, Wendy, « La libéralisation des échanges intra-européens », in Richard T. GRIFFITHS, *À la découverte de l'OECE*, Paris, OCDE, coll. historique de l'OECE, 1997.
- ASBEEK BRUSSE, Wendy, *Tariffs, Trade and European Integration 1947-1957: From Study Group to Common Market*, New York, St. Martin's Press, 1997.
- AZOULAY, Gérard, *Les Théories du développement, Du rattrapage des retards à l'explosion des inégalités*, Rennes, PUR, coll. « Didact Économie », 2002.
- BAIROCH, Paul, *Victoires et déboires. Histoire économique et sociale du XVII^e siècle à nos jours*, 3 tomes, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 1997.
- BALDWIN, David A., *Economic Statecraft*, Princeton, Princeton University Press, 1985.
- BARJOT, Dominique, *Penser et construire l'Europe (1919-1992)*, Paris, Éditions SEDES, 2007.
- BARJOT, Dominique (dir.), *Catching up with America. Productivity Missions and the Diffusion of American Economic and Technological Influence after the Second World War*, Paris, PUPS, coll. « Centre Roland Mousnier », 2002.
- BARJOT, Dominique, LESCENT-GILES, Isabelle et FERRIERE LE VAYER, Marc (de) (dir.), *L'Américanisation en Europe au XX^e siècle : Économie, Culture, Politique*, 2 vol., Centre de recherche sur l'histoire de l'Europe du Nord-Ouest, Université Charles-de-Gaulle-Lille 3, 2002.
- BARJOT, Dominique et RÉVEILLARD, Christophe (dir.), *L'Américanisation de l'Europe occidentale au XX^e siècle. Mythe et réalité*, Paris, PUPS, 2002.

- BARTENEV, Vladimir, « L'URSS et l'Afrique noire sous Khrouchtchev : la mise à jour des mythes de la coopération », *Outre-mers*, vol. 94, n° 354-355, p. 63-82.
- BASTIDON-GILLES, Cécile, BRASSEUL, Jacques et GILLES, Philippe, *Histoire de la globalisation financière. Essor, crises et perspectives des marchés internationaux*, Paris, Armand Colin, 2010.
- BECKER, William H. et MCCLENAHAN, William M. Jr., *The Market, the State and the Export-Import Bank of the United States, 1934-2000*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.
- BEFFA, Jean-Louis, *Les Clés de la puissance*, Paris, Éditions du Seuil, 2015.
- BITSCH, Marie-Thérèse et BOSSUAT, Gérard (dir.), *L'Europe unie et l'Afrique. De l'idée d'Eurafrrique à la Convention de Lomé I*, Actes du colloque 1^{er} et 2 avril 2004, Bruxelles/Paris/Baden-Baden, Bruylant/LGDJ/Nomos-Verlag, 2005.
- BLANQUE, Pascal, *Grammatica Economica. Lecture de Keynes, Friedman et Hayek*, Paris, Économica, 2012.
- BLED, Jean-Paul, JOUVE, Edmond et RÉVEILLARD, Christophe, *Dictionnaire historique et juridique de l'Europe*, Paris, PUF, coll. « Major », 2013.
- BLOES, Robert, *Le Plan Fouchet et le problème de l'Europe politique*, Bruges, Collège d'Europe, 1970.
- BOCHET, Bernard, « Les produits primaires. L'Amérique latine et la Communauté Économique Européenne », *Tiers-Monde*, t. 5, n° 19, Amérique Latine – Europe, 1964, p. 403-426.
- BORDO, Michael D., « The Gold Standard, Bretton Woods and Other Monetary Regimes: A Historical Appraisal », *FRB Saint Louis - Review*, 1993, vol. 75, n° 2, p. 123-191.
- BORDO, Michael D., « The Bretton Woods International Monetary System: An Historical Overview », Washington DC, NBER, « Working Paper », n° 4033, 1992, p. 1-148.
- BORDO, Michael D. et EICHENGREEN, Barry, *A Retrospective on the Bretton Woods System*, Chicago, University of Chicago Press, 1993.
- BORDO, Michael, HUMPAGE, Owen F. et SCHWARTZ, Anna J., « Bretton Woods and the Decision to Intervene in the Foreign-Exchange Market, 1957-1962 », Cleveland, Federal Reserve Bank, « Working Paper », n° 06/09, 2006, p. 1-57.
- BORDO, Michael et SCHWARTZ, Anna J., *Strained Relations, US Foreign-Exchange Operations and Monetary Policy in the Twentieth Century*, Chicago, University of Chicago Press, 2015.
- BORDO, Michael, SIMARD, Dominique et WHITE, Eugene, « France and the Bretton Woods International Monetary System: 1960-1968' », in Jaime REIS (dir.), *International Monetary Systems in Historical Perspective*, London, MacMillan, 1995, p. 153-180.
- BOSSUAT, Gérard (dir.), *La France, l'Europe et l'aide au développement. Des traités de Rome à nos jours*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2013.

- BOUSSART, Jean-Marc et DELORME, Hélène (dir.), *La Régulation des marchés agricoles internationaux. Un enjeu décisif pour le développement*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- BRISSAC-FERAL, Claude, *La Politique américaine d'aide au développement : conflits entre le Président et le Congrès (1947-1979)*, Saint-Denis/Paris, Université de la Réunion/L'Harmattan, 2001.
- BURGIN, Angus, *The Great Depression. Reinventing Free Markets since the Depression*, London/Cambridge, Harvard University Press, 2012.
- BUSSIERE, Éric, « La Banque de France et la réforme du système monétaire international : entre impératifs nationaux et solidarité des banques centrales européennes (1963-1968) », *Histoire, économie et société*, 1999, vol. 18, n° 4, p. 797-814.
- CAIRE, Guy, « L'URSS et l'aide économique au Tiers-Monde », *Tiers-Monde*, tome 1, n°4, 1960, p. 511-537.
- CALLEO, David P., *The Imperious Economy*, London/Cambridge, Harvard University Press, 1982.
- CENCINI, Alvero, *Monetary Theory. National and International*, London and New York, Routledge, 1997.
- CHATRIOT, Alain, LEBLANC, Edgar et LYNCH, Édouard (dir.), *Organiser les marchés agricoles. Le temps des fondateurs*, Paris, Armand Colin, coll. « Recherches », 2012.
- CLAVERT, Frédéric et FEIERTAG, Olivier, « Les banquiers centraux dans la construction européenne : introduction », *Histoire, Économie et Sociétés*, n°4, 2011, p. 3-9.
- CONNELL, Carol M., *Reforming the World Monetary System: Fritz Machlup and the Bellagio Group*, London, Routledge, 2015.
- COOPER, Richard N., « Trade Policy as Foreign Policy », in Robert M. STERN (dir.), *US Trade Policies in a Changing World Economy*, Cambridge, The MIT Press, 1987.
- COPPOLARO, Lucia, *The Making of the World Trading Power. The European Economic Community (EEC) in the GATT Kennedy Round Negotiations (1963-1967)*, Burlington, Ashgate, 2013.
- COTÉ, Charles-Emmanuel, « De Genève à Doha : genèse et évolution du traitement spécial et différencié des pays en développement dans le droit de l'OMC », *McGill Law Journal/Revue de droit de McGill*, vol. 56, n°1, décembre 2010, p. 115-176.
- CULLATHER, Nick, *The Hungry World. America's Cold War Battle against Poverty in Asia*, London/Cambridge, Harvard University Press, 2010.
- DAVID, Charles-Philippe, BALTHAZAR, Louis et VAÏSSE, Justin, *La Politique étrangère des États-Unis, Fondements, acteurs, formulation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.
- DAVID, François, *John Foster Dulles, secrétaire d'État, Cold Warrior et père de l'Europe*, Paris, PUPS, coll. « Mondes contemporains », 2011.
- DEBLOCK, Christian, « Les États-Unis et l'investissement direct étranger. Une histoire à trois temps », Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation, « Notes de synthèse », septembre 2011, p. 1-48.
- DEBLOCK, Christian, « La politique commerciale américaine. Promenade guidée dans le jardin des théories », *Recherches internationales*, n°88, 2010, p. 127-154.

- DEIGHTON, Anne, « La Grande-Bretagne et la Communauté européenne économique (1958-1963) », *Histoire, Économie, Société*, n° 1, 1^{er} trimestre 1994, p. 113-130.
- DRAMÉ, Papa et SAUL, Samir, « Le projet d'Eurafrique en France (1946-1960) : quête de puissance ou atavisme colonial ? », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 4/2004, n° 216, p. 95-114.
- DU BOIS, Pierre, *Histoire de l'Europe monétaire 1945-2005, Euro qui comme Ulysse...*, Paris/Genève, PUF/Institut de Hautes Études Internationales et du Développement, 2008.
- DUMOULIN, Michel (dir.), *Réseaux économiques et la construction européenne. Economic networks and European Integration*, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2004.
- EBENSTEIN, Alan, *Friedrich A. Hayek: A Biography*, London, Macmillan, 2014.
- EICHENGREEN, Barry, *Exorbitant Privilege. The Rise and Fall of the Dollar*, Oxford, Oxford University Press, 2011.
- EICHENGREEN, Barry, *Globalizing Capital, A History of the International Monetary System*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2^e édition, 2008.
- EICHENGREEN, Barry, *Global Imbalances and the Lessons of Bretton Woods*, Cambridge, The MIT Press, coll. « Cairoli lectures » 2007.
- EICHENGREEN, Barry, *From Benign Neglect to Malignant Preoccupation: US Balance-of-Payments Policy in the 1960s*, Washington DC, NBER, « Working Paper », n°7630, mars 2000.
- EICHENGREEN, Barry, « Le système de Bretton Woods : paradis perdu ? », *Revue d'économie financière*, « Hors-série : Mélanges pour un cinquantenaire », 1994, p. 263-276.
- EISENMANN, Pierre-Michel, « L'accord international sur le cacao », *Annuaire français de droit international*, vol. 21, 1975, p. 738-766.
- ETEMAD, Bouda, *L'Héritage ambigu de la colonisation. Économies, populations et sociétés*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 2012.
- ETEMAD, Bouda, « L'Europe et le monde colonial. De l'apogée des empires à l'après-décolonisation », *Revue économique*, vol. 51, n°2, 2000, p. 257-268.
- EVANS, John W., *The Kennedy Round in American Trade Policy. The Twilight of the GATT?*, Cambridge, Harvard University Press, 1971.
- FEIERTAG, Olivier, « Central Banks versus Money Markets? A History of French-American Monetary Cooperation (1960-1971) », in Harold JAMES et Juan Carlos MARTINEZ OLIVA, *International Monetary Cooperation across the Atlantic*, Frankfurt, Adelman, 2008, p. 79-90.
- FEIERTAG, Olivier et MARGAIRAZ, Michel (dir.), *Les Banques centrales à l'échelle du monde/Central Banks at World Scale*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2012.
- FEIERTAG, Olivier et MARGAIRAZ, Michel (dir.), *Gouverner une banque centrale. Du XVII^e siècle à nos jours*, Paris, Albin Michel, coll. « Histoire de la Mission historique de la Banque de France », 2010.
- FENNEL, Rosemary, *The Common Agricultural Policy, Continuity and Change*, Oxford, Clarendon Press, 1997.

- FLANDREAU, Marc, *International Financial History in The Twentieth Century: System and Anarchy* (avec C.L. HOLTFREICH et H. JAMES), Cambridge, Cambridge University Press, 2003.
- FOCSANEANU, Lazar, « La modification des statuts du Fonds monétaire international et la création des droits de tirage spéciaux », *Annuaire français de droit international*, vol. 15, 1969, p. 490-521.
- FRANCIS, Darryl R., « The Balance of Payments, the Dollar, and Gold », St Louis, Federal Reserve Bank of St Louis, 1968.
- FRIEDMAN, Milton et SCHWARTZ, Anna J., *A Monetary History of the United States 1867 to 1960*, Princeton, Princeton University Press, 1971.
- FROOT, Kenneth A., *Foreign Direct Investment*, Chicago, Chicago University Press, 1993.
- GALEAZZI, Floriane, « Quelle place pour le régionalisme monétaire à l'OCDE ? Étude sur la coopération monétaire au sein du WP3 (1970-1987) », *Les cahiers IRICE*, 2012/1, n°9, p. 139-152.
- GAVIN, Francis J., *Gold, Dollars and Power, The Politics of International Monetary Relations, 1958-1971*, Chapel Hill, The University of North Carolina, 2004.
- GEIGER, Till, « Western Defence, Economic Cooperation and the Atlantic Paradox: Multilateralism and Governmentality in the Cold War, 1949-1960 », in Régine PERRON et Guido THIEMEYER (dir.), *Multilateralism and the Trente Glorieuses in Europe: New Perspectives in European Integration History*, Neuchâtel, Alphil, 2011, p. 177-198.
- GEIGER, Till, « NATO, Economic Security and European Integration », *Quaderni Forum*, vol. 16, 2002, p. 13-23.
- GERBET, Pierre, *La Construction de l'Europe*, Paris, Imprimerie Nationale, coll. « Notre siècle », 1983.
- GILLES-BASTIDON Cécile, BRASSEUL, Jacques et GILLES, Philippe, *Histoire de la globalisation financière. Essor, crises et perspectives des marchés financiers internationaux*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 2010.
- GILPIN, Robert, *The Political Economy of International Relations*, Princeton, Princeton University Press, 1987.
- GILPIN, Robert, *US Power and the International Multinational Corporation. The Political Economy of Foreign Direct Investment*, New York, Basic Books, 1975.
- GOLDSTEIN, Judith, *Ideas, Interests and American Trade Policy*, Ithaca, Cornell University Press, 1994.
- GOWA, Joanne, *Closing the Gold Window. Domestic Politics and the End of the Bretton Woods*, Ithaca/London, Cornell University Press, 1983.
- GRAZ Jean-Christophe, *La Gouvernance de la mondialisation*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2004.
- GRAZ, Jean-Christophe, *Aux sources de l'OMC. La Charte de La Havane, 1941-1950*, Genève, Librairie Droz, coll. « Publications d'histoire économique et sociale internationale », 1999.

- GRYGOWSKI, Dimitri, *Les États-Unis et l'unification monétaire de l'Europe*, Bruxelles, PIE Peter Lang, coll. « Cité européenne », 2009.
- HATAWAY, Dale E., *Agriculture and the GATT: Rewriting the Rules*, Washington DC, Institute for International Economics, septembre 1987.
- HEFFER, Jean, *Les États-Unis de Truman à Bush*, Armand Colin, Paris, col. « Cursus », 2^e éd. 1992.
- HETZEL, Robert, *The Monetary Policy of the Federal Reserve: A History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.
- HOFFMANN, Stanley, *Le Dilemme américain: Suprématie ou ordre mondial*, Paris, Économica, 1982.
- HUDEC, E. Robert, *Developing Countries in the GATT Legal System*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.
- JAMES, Harold, *Making the European Monetary Union*, Cambridge, Harvard University Press, 2012.
- JAMES, Harold, *International Cooperation since Bretton Woods*, IMF, Washington DC, 1996.
- KASPI, André, *John F. Kennedy, un président, une famille, un mythe*, Bruxelles, André Versaille Éditeur, 2013.
- KATZ, Bernard S. et VENCILL, Daniel C., *Biographical Dictionary of the United States Secretaries of the Treasury, 1789-1995*, Greenwood Publishing Group, 1996.
- KAUFMAN, Burton I., *Trade and Aid, Eisenhower's Foreign Economic Policy, 1953-1961*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1982.
- KEBABDJIAN, Gérard, *Les Théories de l'économie politique internationale. La pensée économique contemporaine (5)*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points Économie », 1999.
- KEYNES, John M., « The Policy of Government Storage of Food-Stuffs and Raw Materials », *Economic Journal*, vol. 48, n° 191, septembre 1938, p. 449-460.
- KINDLEBERGER, Charles, *Histoire mondiale de la spéculation financière de 1700 à nos jours, Finance, éthique, confiance*, Paris, Éditions P. A. U., 1994.
- KRUGMAN, Paul, OBSTFELD, Maurice et MELITZ, Marc, *Économie internationale*, Montreuil, Pearson France, 9^e édition 2013.
- KUNZ, Diane B., *The Diplomacy of the Crucial Decade. American Foreign Relations during the 1960s*, New York, Columbia University, 1994.
- L'HUILLIER, Jacques, *Les Organisations internationales de coopération économique et le commerce extérieur des pays en voie de développement*, Genève, Institut universitaire des Hautes études internationales, coll. « Études et travaux », n°9, 1969.
- LACHARRIERE, Guy (de), « Aspects récents du classement d'un pays comme moins développé », *Annuaire français de droit international*, vol. 13, 1967, p. 703-716.
- LARSON, Deborah Welch, *Anatomy of Mistrust. US-Soviet Relations during the Cold War*, Cornell University Press, 2000.

- LATHAM, Michael E., *Modernization as Ideology. American Social Science and "Nation Building" in the Kennedy Era*, Chapel Hill/London, The University of North Carolina Press, 2000.
- LEBOUTTE, René, *Histoire économique et sociale de la construction européenne*, Berne, Peter Lang, 2008.
- LECUYER, Christophe, « Hautes technologies et techniques de production aux États-Unis », Patrick FRIDENSON et Pascal GRISET (dir.), *Entreprises de haute technologie, États et souveraineté*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2013, p. 317-324.
- LEFFLER, Melvyn P. et PAINTER, David S., *Origins of the Cold War. An International History*, New York/London, Routledge, 2e édition 2005.
- LELART, Michel, *Le Système monétaire international*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 1991.
- LELART, Michel, *Le Dollar, monnaie internationale. Le rôle des États-Unis dans la création monétaire internationale*, Paris, Éditions Albatros, 1975.
- LEMESLE, Raymond-Marin, *La Convention de Lomé. Principaux objectifs et exemples d'actions, 1975-1995*, Centre des Hautes Études sur l'Afrique et l'Asie modernes, 1996.
- LENAIN, Patrick, *Le FMI*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 4e édition, 2004.
- LUDLOW, Piers, *Dealing with Great Britain. The Six and the First Application to the ECC*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.
- MARJOLIN, Robert, *Le Travail d'une vie. Mémoires 1911-1986*, Paris, Robert Laffont, 1986.
- MARSEILLE, Jacques, *Empire colonial et capitalisme français. Histoire d'un divorce*, Paris, Albin Michel, 2005.
- Mc COMBIE, J. S. L. et THIRLWALL, A. P., *Economic Growth and the Balance of Payments Constraints*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 1993.
- MELANDRI, Pierre, *La Politique extérieure des États-Unis de 1945 à nos jours*, Paris, PUF, coll. « L'historien », 1982.
- MELTZER, Allan H., « US Policy in the Bretton Woods Era », *The Homer Jones Lecture, Review*, n°73 (mai-juin), p. 54-83.
- MELTZER, Allan H., *A History of the Federal Reserve*, Chicago, University of Chicago Press, 2003, vol. 1 : 1913-1951, 2010, vol. 2 : 1970-1986.
- MEUNIER, Sophie, *L'Union fait la force, L'Europe dans les négociations commerciales internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Nouveaux Débats », 2005.
- MILWARD, Alan, *The European Rescue of the Nation-State*, London, Routledge, 1992.
- MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE, *Le Rôle des ministères des Finances et de l'Économie dans la construction européenne (1957-1978), Actes du colloque tenu à Bercy les 26, 27, 28 mai 1999, Tome I*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2002.
- MIROWSKI, Philip et PLEHWE, Dieter, *The Road from Mont Pélerin. The Making of the Neoliberal Thought Collective*, Cambridge, Harvard University Press, 2009.

- MONNET, Éric, « Une coopération à la française. La France, le dollar et le système de Bretton Woods, 1960-1965 », *Histoire@Politique, Politique, culture, société*, n° 19, janvier-avril 2013, p. 83-100.
- MORAVCSIK, Andrew, « Général de Gaulle between Grain and Grandeur: the Political Economy of French EC, 1958-1970 », *Journal of Cold War Studies*, vol. 2, n° 2, Printemps 2000, p. 3-43.
- MUCCHIELLI, Jean-Louis, *Multinationales et mondialisation*, Paris, Éditions du Seuil, 1998.
- PACH, Chester J. Jr., « Introduction », Kathryn C. STATLER et Andrew L. JOHNS (dir.), *The Eisenhower Administration, the Third World, and the Globalization of the Cold War*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2006.
- PAQUIN, Stéphane, *Théories de l'économie politique internationale. Cultures scientifiques et hégémonie américaine*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Domaine Économie politique », 2013.
- PASTOR, Robert, *Congress and the Politics of US Foreign Economic Policy, 1929-1976*, Berkeley, University of California Press, 1980.
- PATERSON, Thomas G. (dir.), *Kennedy's Quest for Victory. American Foreign Policy, 1961-1963*, New York/Oxford, Oxford University Press, 1989.
- PEARCE, Kimber Charles, *Rostow, Kennedy, and the Rhetoric of Foreign Aid*, East Lansing, Michigan University Press, 2001.
- PERRON, Régine, *Histoire du multilatéralisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*, Paris, PUPS, coll. « Centre Roland Mousnier », 2014.
- PERRON, Régine, *The Stability of Europe. The Common Market: Towards European Integration of Industrial and Financial Markets? (1958-1968)*, Paris, PUPS, coll. « Centre Roland Mousnier », 2004.
- PERRON, Régine, *Le Marché du charbon, un enjeu entre l'Europe et les États-Unis de 1945 à 1958*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1996.
- PERRON, Régine et THIEMEYER, Guido (dir.), *Multilateralism and the Trente Glorieuses in Europe: new perspectives in European integration history*, Neuchâtel, Alphil, 2011.
- PRASHAD, Vijay, *Les Nations obscures. Une histoire populaire du tiers monde*, Montréal, Éditions Écosociété, 2009.
- RAFFINOT, Marc et VENET Baptiste, *La Balance des paiements*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2003.
- RAGHAVAN, Chakravarthi, *Recolonisation: l'avenir du Tiers Monde et les négociations du GATT*, Paris, L'Harmattan, 1991.
- RAINELLI, Michel, *L'OMC*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2011.
- REIS, Jaime (dir.), *International Monetary Systems in Historical Perspective*, London/New York, McMillan Press/St. Martin's Press, 1995.
- RESTA, Manlio, « Analyse d'une récession. Essai de diagnostic économique », *Revue économique*, vol. 10, n°2, 1959, p. 201-219.

- ROBSON, Peter, « La Communauté européenne et l'intégration économique régionale dans le Tiers Monde », *Tiers-Monde*, vol. 34, n° 136, 1993, p. 859-879.
- ROTHSCHILD, Robert, *Un Phénix nommé Europe, Mémoires 1945-1955*, Bruxelles, Racine, 1997.
- SCHENK, Catherine, « The Market vs the State: Capital Market Integration in the 1960s », in Régine PERRON, *The Stability of Europe*, Paris, PUPS, 2004, p. 141-157
- SCHLESINGER, Arthur M. Jr., *A Thousand Days. John F. Kennedy in the White House*, New York, Fawcett Premier, 14^e édition, 1992.
- SERFATY, Simon, *La Politique étrangère des États-Unis de Truman à Reagan. Les années difficiles*, Paris, PUF, coll. « Politique d'aujourd'hui », 1986.
- SERVAN-SCHREIBER, Jean-Jacques, *Le Défi américain*, Paris, Denoël, 1967.
- SICARD, Pierre, « Le Kennedy Round, une entreprise ambiguë », *Histoire, économie et société*, n° 1, 2003, p. 59-70.
- SICARD, Pierre, *Histoire économique des États-Unis depuis 1945*, Paris, Nathan, coll. « Histoire 128 », 1995.
- SINGER, Hans W., « La création de la CNUCED et l'évolution de la pensée contemporaine sur le développement », *Tiers-Monde*, vol. 35, n° 139, p. 489-498.
- SMITH, Tony, *America's Mission, The United States and the Worldwide Struggle for Democracy in the Twentieth Century*, Princeton, Princeton University Press, 1994.
- SORENSEN, Theodore C., *Kennedy*, New York, Smithmark, 1965.
- SOUTOU, Georges-Henri, *La Guerre de cinquante ans. Les relations Est-Ouest 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001.
- STATLER, Kathryn C. et JONES, Andrew L. (dir), *The Eisenhower Administration, the Third World and the Globalization of the Cold War*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, coll. « The Harvard Cold War Studies Book », 2006.
- STEDMAN, Daniel Jones, *Masters of the Universe. Hayek, Friedman, and the Birth of Neoliberal Politics*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2012.
- STEPHANSON, Anders, *Manifest Destiny. American Expansion and the Empire of Right*, New York, Hill and Wang, 1995.
- STEWART, Patrick, *The Best Laid Plans, The Origins of American Multilateralism and the Dawn of the Cold War*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2009.
- STRANGE, Susan, *Rival States, Rival Firms: Competition for World Market Shares*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.
- STRANGE, Susan, « Truman's Point Four », *Year Book of World Affairs*, 1950, p. 264-288.
- THUAN, Trinh Xuan, *Le Cosmos et le Lotus. Confessions d'un astrophysicien*, Paris, Albin Michel, 2011.
- THUYBAERT, Prosper, *L'Art de la diplomatie multilatérale*, Vander, Bruxelles, 1991.
- TOBIN, James et WEIDENBAUM, Murray (dir.), *Two Revolutions in Economic Policy. The First Economic Reports of Presidents Kennedy and Reagan*, Cambridge/London, The MIT Press, 2^e édition, 1989.

- TONIOLO, Gianni, *Central Bank Cooperation at the Bank of International Settlements, 1930-1973*, New York, Cambridge University Press, 2005.
- TOUSCOZ, Jean, « La coopération internationale et les matières premières exportées par les pays du Tiers Monde : les conditions d'un échange égal », *Tiers-Monde*, vol. 17, n°66, 1976, p. 539-560.
- TOYE, John et TOYE, Richard, *The U. N. and Global Political Economy: Trade, Development Economics*, Bloomington, Indiana University Press, 2^e édition, 2004.
- VALLUIS, Bernard, « Sécurité alimentaire : pour des stocks de réserve », FARM (Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde, reconnue d'utilité publique), *Point de vue n°1*, avril 2013, p. 1-33.
- VAN DER WEE, Herman, *Histoire économique mondiale, 1945-1990*, Louvain-la-Neuve, Academia Duculot, 1990.
- VIDAL, Jean-François, *Les Fluctuations internationales de 1890 à nos jours*, Paris, Économica, 1989.
- WALLACE, Helen, POLLACK, Mark A., YOUNG, Alasdair R., *Policy-Making in the European Union*, Oxford, Oxford University Press, 2015.
- WARLOUZET, Laurent, *Le Choix de la CEE par la France. L'Europe économique en débat de Mendès France à de Gaulle (1955-1969)*, Paris, CHEFF, 2011.
- WERTH, Nicolas, *Histoire de l'Union soviétique de Khrouchtchev à Gorbatchev*, Paris, PUF, coll. « QSJ » n°3038, 1995.
- WESTAD, Odd Arne, *The Global Cold War: Third World Interventions and the Making of Our Times*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.
- WILKINS, Mira, *The History of Foreign Investment in the United States to 1914*, Cambridge, Harvard University Press, 1989.
- WILKINS, Mira, *The Maturing of Multinational Enterprise: American Business Abroad from 1914 to 1970*, Cambridge, Harvard University Press, coll. « Harvard Studies in Business History », n° 27, 1974.
- WOOD, John, *A History of Central Banking in Great Britain and the United States*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.
- WOOLCOCK, Stephen, « European Union Policy towards Free Trade Agreements », Bruxelles, ECIPE, « Working Paper », n°03, 2007, p. 1-15.
- YEAGER, Leland B., *International Monetary Relations*, New York, Harper and Row Publishers, University of Virginia, 1966.
- YOUNG, Alasdair R., « Extending European Cooperation. The adaptation of European Foreign Economic policy; from Rome to Seattle », *Journal of Common Market Studies*, vol. 38, n°1, 2000, p. 93-116.
- ZEILER, Thomas W., *American Trade and Power in the 1960s*, New York, Columbia University Press, 1992.
- ZIMMERMANN, Hubert, *Money and Security: Troops, Monetary Policy, and West Germany's Relations with the United States and Britain, 1950-1971*, New York, Cambridge University Press, 2004.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

A

- Ackley, Gardner 284.
 Anderson, Robert B. 38, 58, 59, 67, 68, 120.
 Ansiaux, Hubert 139.

B

- Baird, Julian 38.
 Ball, George 48, 92, 100, 131, 148, 175, 219, 221, 226, 227, 233.
 Bauer, Peter 290.
 Beyen, Johan Willem 168.
 Blessing, Karl 130.
 Bobba, François 120, 121, 154.
 Brentano, Heinrich von 100
 Bridge, Roy 66.
 Brunner, Karl 290.
 Bush, George W. Jr. 46.

C

- Campos, Roberto 200.
 Castro, Fidel 57, 215, 270
 Churchill, Winston 54.
 Connally, John 147.
 Cromer (Lord) 164.

D

- Dillon, Douglas 31, 49-51, 57, 70, 81, 87, 111, 119, 120, 127, 132, 138, 144, 147, 152, 153, 173, 185, 222, 226, 268, 271, 280, 284, 285, 288.
 Dowling, Walter C. 101.

E

- Eisenhower, Dwight D. *passim*.
 Erhard, Ludwig 130, 238, 245.
 Etsel, Franz 130.

F

- Freeman, Orville L. 53, 226.
 Friedman, Milton 112, 283, 285, 286, 287, 289
 Furtado, Celso 201.

G

- Galbraith, John K. 52, 53, 269, 284.
 Gaulle, Charles de 132, 147, 157, 158, 160, 164, 170, 184, 185, 232, 234-239.
 Getz-Wold, Knut 183.
 Giscard d'Estaing, Valéry 132, 146, 149.
 Goldwater, Barry 287, 288.
 Grewe, Wilhelm 130.
 Guderman, Edward 112, 289.
 Guindey, Guillaume 63.

H

- Haberler, Gottfried 197, 200-204, 206-209, 211, 214, 215, 228, 229, 243, 244, 250, 289, 290.
 Hallstein, Walter 91, 108, 210, 222.
 Hansen, Alvin H. 37.
 Hayek, Friedrich A. von 284.
 Hayes, Alfred 43, 68.
 Heckscher, Eli 201.
 Heller, Walter W. 51, 53-55, 98, 99, 138-141, 146, 148, 174, 176, 177, 284.

Hicks, John R. 37.

Hijzen, Theodorus 246.

Ho Chi-Minh 215.

Hodges, Luther H. 79, 95, 104, 134.

Hoffman, Paul 168.

J

Jacobson, Per 142, 143.

Johnson, Lyndon B. 274.

K

Kaysen, Carl 160.

Kennedy, John F. *passim*.

Keynes, John Maynard 53-55, 112, 119, 140, 148, 149, 174, 177, 182, 201, 207, 256.

Khrouchtchev, Nikita 13, 20, 44-48, 57, 103, 107, 108, 285.

Killingworth, Charles 174.

Kristensen, Thorkil 158.

L

Lacharrière, Guy de 196, 253.

Lal, Deepak 290.

Lumumba, Patrice 102.

M

MacArthur, Douglas 220, 234.

MacMillan, Harold 219.

Marjolin, Robert 24, 124, 127, 150-152, 154-157, 160, 164, 167, 168, 172, 239, 246.

Maudling, Reginald 150, 153, 154.

McChesney Martin, William 51, 147, 157.

Meade, James 201.

Monnet, Jean 135, 155-157, 159, 235.

Myrdal, Gunnar 174.

N

Nathan, Robert R. 174.

Nixon, Richard 14, 51, 59, 62, 129, 147, 287, 289

O

Ohlin, Bertil 201.

Okun, Arthur 284.

P

Parsons, Maurice 156.

Patinkin (Don) 37.

Petersen, Howard 231.

Pompidou, Georges 132.

Porter, Paul R. 103.

Prebisch, Raúl 203, 204, 254, 256, 265, 282, 290, 291.

Posthuma, Suardus 150, 151, 153, 154.

Preti, Luigi 245.

R

Reagan, Ronald 287-289, 291.

Reuss, Henry S. 57.

Ricardo, David 200.

Rockefeller, Nelson 75.

Roosa, Robert V. 51, 58, 129, 130, 143, 147, 148, 151, 153, 162, 164.

Roosevelt, Franklin D. 21, 46, 55, 56, 174, 296.

Rostow, Walt 24, 47, 237, 242, 265, 266, 282, 290.

Royer, Jean 217.

Rueff, Jacques 159.

Rusk, Dean 103, 219.

S

Samuelson, Paul A. 38, 201.

Schlesinger, Arthur M. Jr. 145-147, 149, 173, 185.

Schweitzer, Pierre-Paul 161.

Sharp, Mitchell 262.

Singer, Paul 256, 290, 291.

Smith, Adam 174, 296.

Solow, Robert 112, 284.

Southard, Frank A. Jr. 67.
Spaak, Paul-Henri 171, 219, 234, 235.
Steed, Tom 93.
Sukarno, Achmed 102.

T _____
Tinbergen, Jan 200, 201.
Tobin, James 112, 145-148, 283, 284.
Triffin, Robert 119, 120, 125, 126, 128, 133,
134, 138, 140, 146, 148, 150, 151, 157, 164.
Truman, Harry 97, 98, 190.
Tuthill, John Wills 174, 245.

V _____
Van der Lee, Jacob Jan 210.
Van Lennep, Emile 151.
Viaud, Maurice 253.

W _____
Weidenbaum, Murray 283.
Willis, George H. 31, 42, 49, 61, 66, 100, 129.
Wilson, Woodrow 21.
Wyndham White, Eric (Sir) 193.

INDEX DES ORGANISATIONS MULTILATÉRALES
(INTERNATIONALES ET RÉGIONALES)
ET DES INSTITUTIONS NATIONALES

A _____

Accord monétaire européen (AME) 125,
156, 158, 161.

Agence internationale de développement
(AID) (EU) 9, 12, 75, 253, 259, 261, 272, 273.

Association européenne de libre-échange
(AELE) 92, 219, 231, 252.

B _____

Banque asiatique d'investissement dans
les infrastructures (AIIB) 9, 293.

Banque d'Angleterre 66, 67, 164.

Banque d'Italie 71.

Banque de Belgique 139.

Banque de développement interaméricaine
105.

Banque de France 66, 68, 119, 132, 145, 185.

Banque de Norvège 183.

Banque des règlements internationaux
(BIS) 9, 63, 117, 139, 279, 286.

Banque Export-Import (EU) 105, 274.

Banque fédérale de réserve (Réserve
fédérale) (EU) 51, 53, 183, 286.

Banque fédérale de réserve de New York
42, 68, 82, 147, 158.

Banque internationale de reconstruction
et de développement (BIRD) 9, 12, 19,
100, 105, 153, 251.

Banque mondiale 12, 32, 52, 55, 100, 197, 204,
294.

BRICS 293.

Bureau du Budget (EU) 43, 44, 102, 104, 165,
179, 191, 272.

C _____

Comité d'action de Jean Monnet 155, 159.

Comité de l'agriculture (OMC) 199.

Comité de la politique économique
(OCDE) 162, 170.

Comité des gouverneurs des Banques
centrales des pays membres (CEE) 143,
152, 153.

Comité des négociations tarifaires (GATT)
230.

Comité du cabinet sur la balance des
paiements (EU) 273.

Comité monétaire (CEE) 126, 127, 137, 150,
151, 159, 160.

Commission européenne (CEE) 9, 24, 91,
92, 108, 118, 120, 125-127, 135, 143, 150-155,
159, 164, 171, 172, 178, 185, 197, 210, 237, 239,
245, 246, 252, 254, 263, 269, 270.

Commission économique pour l'Afrique
(ONU) 213.

Commission économique pour l'Amérique
latine (CEPAL) (ONU) 9, 283.

- Commonwealth 34, 97, 171, 194, 195, 205, 211, 213, 220, 221, 233-235, 238, 239, 246, 247.
- Communauté économique européenne (CEE) 9, 12, 13, 16, 17, 19, 20, 23, 32, 34, 48, 49, 79, 91-93, 95-97, 108, 113, 118-122, 123-129, 132, 134, 135, 137, 138, 142, 145, 150-154, 156-160, 162, 164-167, 169, 171-173, 177, 180, 182, 184, 190, 193, 194, 198, 200, 203, 205-213, 217-223, 226-233, 235-239, 241, 244, 246, 247, 249-252, 254, 255, 263, 265, 275-277, 282.
- Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) 9, 12, 161, 167, 168, 220, 237.
- Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) 9, 12, 23, 197, 200, 203, 207, 242, 249-257, 265, 276, 277, 282.
- Conseil des ministres (OCDE) 175.
- Conseil des ministres des Finances (CEE) 126, 159.
- Council of Economic Advisers (CEA) (EU) 9, 51, 53, 54, 99, 112, 128, 138, 140, 141, 144-149, 151, 161, 164, 176, 269, 272, 283.
- Council on Foreign Economic Policy (EU) 105.
- D** _____
- Département d'Etat (EU) 48, 75, 92, 100, 105, 156, 161, 170, 175, 212, 214, 219-224, 226-228, 232, 236, 241, 242, 257, 259, 272.
- Département de l'Agriculture (EU) 96, 274.
- Département du Commerce (EU) 20, 78, 79, 81, 82, 95, 103, 134, 175, 220, 221, 225, 257-259, 261, 266.
- Département du Travail (EU) 213-215, 259.
- Département du Trésor (EU) 30, 32, 38, 41, 42, 49-51, 61, 62, 64, 65, 67, 69-72, 77-79, 81, 83, 85-88, 91-95, 98-100, 105, 112, 119, 120, 122, 123, 125-127, 129-132, 134, 138, 140, 141, 143-145, 147-149, 152, 156-158, 160-164, 176, 183, 185, 222, 227, 228, 261, 266, 268-274, 280, 283, 285, 286, 288, 289, 295.
- Development Assistance Group (DAG) 9, 32, 100, 101, 276, 277, 282.
- Development Loan Fund (DLF) 9, 32, 105, 106.
- Direction générale de l'économie et des finances de la Commission européenne DG II (CEE) 24, 120, 121, 123-126, 128, 133-135, 138, 142, 171.
- Direction générale des Affaires générales (étrangères) de la Commission européenne DG I (CEE) 24.
- E** _____
- États africains et malgache associés (EAMA) 9, 194, 205, 208, 240, 241, 252.
- European Cooperation Administration (ECA) 9, 168.
- F** _____
- Fonds de développement pour les pays européens sous-développés (OCDE) 157.
- Fonds européen de développement (FED) (CEE) 9, 190, 276, 277, 282.
- Fonds européen de réserve (CEE) 135, 155.
- Fonds monétaire international (FMI) 9, 12, 17, 19, 20, 23, 27, 52, 58, 63-65, 68, 69, 72, 77, 105, 113, 117, 119, 120, 125-127, 129, 135, 137-145, 147, 149-151, 153-161, 163, 164, 169, 173, 184, 185, 197, 202, 204, 207, 208, 251, 257, 275-280, 288, 290, 291, 293, 296.
- Food and Agriculture Organization (FAO) 9, 12, 190, 251, 263, 276, 277.
- G** _____
- General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) 9, 12, 17, 19, 23, 32, 48, 58, 91, 92, 96, 113, 120, 145, 167, 168, 189-191, 193, 194-199, 200-202, 206-209, 213-219, 223, 224, 226, 227-229, 231, 232, 237-240, 243, 244-247, 249, 251, 252, 254-256, 261, 264-266, 275-277, 279, 280, 282, 289-291.
- Groupe des Dix (G10) (FMI) 20, 117, 142, 145, 160, 163, 164, 184, 277, 279.

I _____

International Cooperation Administration (ICA) (EU) 9, 775, 76, 105, 196.

International Development Association (IDA) 9, 32, 100, 105.

M _____

Marché commun (CEE) 79, 92, 93, 96, 143, 151, 152, 157, 160, 166, 168, 170, 172, 194, 208, 211, 217-223, 232, 234, 243, 235-238, 245, 251, 295.

N _____

National Advisory Council (EU) 44.

National Security Council (EU) 105, 235.

O _____

Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) 9, 12, 17, 23, 35, 52, 58, 100, 101, 111, 113, 117, 118, 140, 141, 151, 154, 155, 157, 158, 161-166, 169-185, 193, 244, 252, 260, 274-277, 279, 280, 281, 288, 289.

Organisation des Nations Unies (ONU) 9, 12, 17, 19, 23, 34, 35, 58, 102, 103, 113, 145, 190, 196, 207, 213, 245, 247, 249, 250, 252, 253, 262, 275-277, 281, 283, 292, 296.

Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) 9, 12, 17, 35, 50, 58, 89, 101, 102, 145, 170, 171, 220, 234-236, 239, 270, 275-277.

Organisation européenne de coopération économique (OECE) 9, 12, 32, 52, 165, 166-170.

Organisation internationale du commerce (OIC) 9, 19, 255, 256.

Organisation mondiale du commerce (OMC) 9, 195-197, 199, 200, 209, 229, 231, 251, 253, 292, 293, 295, 296.

P _____

Pays et territoires d'outre-mer (PTOM) 9, 13, 194, 205, 208-210, 221.

Programme alimentaire mondial (PAM) 9, 190, 276, 277.

U _____

Union de l'Europe occidentale (UEO) 9, 238.

Union européenne (UE) 9, 12, 13, 292, 295, 296.

Union européenne de réserve (UER) 9, 156-158.

Union européenne des paiements (UEP) 9, 156, 157, 161.

W _____

Working Party-3 (WP-3) (OCDE) 117, 151, 155, 162, 171.

REMERCIEMENTS

Cet ouvrage se situe dans le prolongement de celui intitulé : *Histoire du multilatéralisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*, paru aux PUPS en 2014.

Je voudrais ici renouveler l'expression de ma reconnaissance à Dominique Barjot, garant de l'habilitation de recherches. Et remercier aussi le laboratoire CICC (devenu AGORA) de l'université de Cergy-Pontoise ainsi que le Conseil scientifique, pour m'avoir octroyé un congé de recherches. Ce congé m'a permis de commencer la rédaction de cet ouvrage.

Ici, je souhaite remercier le jury de la soutenance de l'habilitation à diriger les recherches, pour ses remarques et pour le fructueux débat, Dominique Barjot, Bouda Etemad, Olivier Forcade, Michel Margairaz, René Leboutte et Samir Saul. Et tout particulièrement Olivier Forcade, responsable des Presses de l'Université Paris-Sorbonne, pour avoir proposé de publier ce manuscrit dans le sillage du premier tome sur l'histoire du multilatéralisme. Je voudrais aussi remercier spécialement Samir Saul pour m'avoir invitée au département d'Histoire de l'université de Montréal de janvier à juin 2018.

Ce travail, je dois le reconnaître, s'est identifié à une véritable ascension de l'Everest...

LISTE DES GRAPHIQUES, SCHÉMAS ET TABLEAUX

GRAPHIQUES

Graphique 1. Les réserves d'or et les obligations extérieures des États-Unis de 1951 à 1976 (en milliards de dollars)	36
Graphique 2. Les prix de l'or nominal et réel de 1934 à 1973 (en dollars, à 35 dollars l'once d'or depuis 1934)	39
Graphique 3. Les réserves d'or américaines de 1951 à 1976 (en millions de dollars) ..	60
Graphique 4. Évolution des prix des produits primaires (ou tropicaux) de 1960 à 1965 (en centimes de dollars la livre, c/lb)	243

SCHÉMAS

Schéma 1. Modèle du multilatéralisme (de 1945 à nos jours)	12
Schéma 2. Nouvelle organisation multilatérale liée au déficit de la balance des paiements américaine (1958-1963)	276

TABLEAUX

Tableau 1. Le modèle d'études pour une histoire multilatérale	18
Tableau 2. Aspects de la balance des paiements américaine selon la directive d'Eisenhower du 17 novembre 1960 (en milliards de dollars)	34
Tableau 3. Taux d'inflation annuel aux États-Unis	37
Tableau 4. Production d'or des États-Unis et du monde (non compris l'URSS) (en millions de dollars, à 35 dollars l'once d'or)	39
Tableau 5. Le déficit de la balance des paiements des États-Unis et les réserves d'or (en millions de dollars)	60
Tableau 6. Solde commercial (Exportations en biens et services - Importations en biens et services), sorties de capitaux privés et publics et sorties d'or des États-Unis (en milliards de dollars)	62
Tableau 7. Ventes d'or des États-Unis aux pays européens (en millions de dollars)	65
Tableau 8. Récapitulatif du prix de l'or sur le marché à Londres d'octobre 1960 à février 1961	68

Tableau 9. Retours des investissements et sorties de capitaux, de 1956 à 1960 (en millions de dollars)	77
Tableau 10. Les investissements directs (ID) des entreprises des États-Unis de 1950 à 1959 sur la base de 1948 (en millions de dollars)	83
Tableau 11. Les bénéfices non-distribués des investissements directs des compagnies américaines à l'extérieur par zone géographique et par industrie pour l'année 1959 (en millions de dollars).....	84
Tableau 12. Taux d'intérêt du dollar (en pourcentage)	87
Tableau 13. Exportations et importations des biens et services des États-Unis (en millions de dollars)	90
Tableau 14. Évolution des taux d'escompte en 1960 et rendement des bons du Trésor (octobre 1960)	123
Tableau 15. Réserves d'or et dettes à court terme des États-Unis (situation en fin de période) (en milliards de dollars)	133
Tableau 16. Taux de croissance du Produit national brut (PNB) par an et par habitant de 1950 à 1960 (en pourcentage).....	181
Tableau 17. Exportations par produit en provenance de l'ensemble des pays en voie de développement vers la CEE, la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'URSS de 1958 à 1960 (en valeur 1000 dollars).....	198
Tableau 18. Les fluctuations des prix des produits de base (1953 =100)	204
Tableau 19. Les droits de douane d'importation les plus élevés en 1957.....	205
Tableau 20. « Liste comprenant les produits pour lesquels il est proposé que le niveau au TEC soit réduit de 50% » en 1961	211
Tableau 21. Exportations et importations (totales et par produit) des États-Unis vers et en provenance de l'Europe de l'Ouest de 1960 à 1962 d'après le département du Commerce des États-Unis en 1961 (en millions de dollars)	225
Tableau 22. Balances commerciales comparées des échanges des pays en voie de développement (PVD) de 1953 à 1963 (en millions de dollars)	240
Tableau 23. La dette des pays en développement et l'aide économique occidentale de 1956 à 1961 (en millions de dollars).....	241
Tableau 24. La balance des paiements américaine de 1960 à 1963 (y compris novembre et décembre).....	268

TABLE DES MATIÈRES

Liste des abréviations.....	9
-----------------------------	---

INTRODUCTION

Une histoire du multilatéralisme	11
Le prisme de la balance des paiements américaine.....	11
Une méthodologie adaptée à l'histoire du multilatéralisme.....	17
Les trois partenaires du « monde libre » multilatéral : les enjeux du multilatéralisme	22

PREMIÈRE PARTIE

LES ÉTATS-UNIS ET LE DÉFICIT DE LEUR BALANCE DES PAIEMENTS : UN DANGER ? (1958-1961)

CHAPITRE I

Résoudre ou non le déficit de la balance des paiements américaine ?	29
La dramatisation du déficit	29
Les causes du déficit présentées par Eisenhower	29
Le difficile partage du fardeau avec les pays alliés.....	31
Le bilan présenté par Eisenhower	33
Le choix d'une « discipline monétaire ».....	40
Un « équilibre raisonnable de la balance des paiements »	41
Restaurer la confiance des marchés financiers.....	41
Réorganiser la politique économique extérieure des États-Unis.....	43
Les dernières mesures transmises à Kennedy	49
Restaurer la confiance dans le dollar : l'objectif repris par Kennedy	50
Le discours rassurant sur l'état de la nation du 30 janvier 1961.....	50
Le discours sur la balance des paiements du 6 février 1961	51
Le dilemme de la balance des paiements	52
Le choix de l'équilibre budgétaire	56

CHAPITRE II

De l'or et des dollars	59
Le dollar en danger	59
L'équilibre entre les réserves d'or et le solde commercial.....	59
Dévaluer ou non le dollar ?	63
Le combat contre le marché de l'or à Londres.....	66

Le retour du problème des sorties d'or en été 1961	70
Les sorties de capitaux américains : un problème délicat	73
La remise en cause des faveurs fiscales sous Eisenhower	74
La suppression des faveurs fiscaux : un succès pour Kennedy?	80
La question des bénéfices non rapatriés au pays	82

CHAPITRE III

Miser sur la relance des exportations et le partage des dépenses publiques

extérieures	89
La solution des exportations	90
Utiliser le GATT : l'objectif d'Eisenhower	91
Les importations du pétrole américain	93
La réponse de Kennedy avec l' <i>Export Expansion</i> et le <i>Trade Expansion Act</i>	95
La solution de partage de l'aide au développement	97
Encourager les prêts à long terme bilatéraux des pays européens	98
Le discours sur l'aide étrangère de Kennedy le 22 mars 1961	102
Comparaison avec l'aide étrangère soviétique	106

324

DEUXIÈME PARTIE

L'EUROPE DE L'OUEST ET LE « DÉFICIT IMPÉRIEUX » DE LA BALANCE DES PAIEMENTS AMÉRICAINE (1961-1963)

CHAPITRE IV

Impliquer la Communauté économique européenne	119
La prudence de la Commission européenne	120
Les propositions de la Direction générale des Affaires économiques et financières de la CEE	120
Les réponses des ministres des Finances des Six et du Comité monétaire de la CEE	126
Le point de vue de la CEE sur le discours de Kennedy du 6 février 1961	127
Les « expédients à court terme »	129
La réévaluation du deutschemark (mars 1961)	129
Le remboursement anticipé des dettes aux États-Unis (1962)	131
Les inquiétudes de la Communauté économique européenne (1962-1963)	132
La persistance du déficit américain	133
La solvabilité des États-Unis en question	134

CHAPITRE V

Resserrer la coopération transatlantique au sein du Fonds monétaire international	137
Le fonds monétaire international doit-il être réformé?	137
L'éventuel recours des États-Unis au FMI	138
Augmenter les ressources du FMI en 1961	139
La réunion du FMI à Vienne en septembre 1961	141
L'internationalisation du déficit américain en 1962	144

La position réformiste du Council of Economic Advisers	145
L'offensive du département du Trésor	147
Une réforme du système monétaire international prévue en 1965 ?	149
La réunion du Fonds monétaire international le 17 septembre 1962.....	153
Coopérer avec une Europe monétaire, l'OCDE ou le FMI?.....	155
L'adhésion des États-Unis à un Fonds de réserve européen ?.....	155
Le projet d'une Europe monétaire.....	159
L'entrée en jeu du Working Party-3 de l'OCDE.....	162

CHAPITRE VI

Relancer la croissance économique dans le cadre de l'OCDE	165
Créer l'OCDE face à la CEE?.....	165
Les enjeux passés de l'OECE de 1948 à 1960.....	167
La Communauté atlantique face au plan Fouchet.....	170
Le danger de la dissolution de la CEE dans l'OCDE.....	171
Une autre vision de la prospérité.....	173
« La croissance économique soutenue » fixée à 50 %.....	173
La compétition économique du « bloc sino-soviétique »	179
Prendre en compte le déficit de la balance des paiements américaine.....	182

TROISIÈME PARTIE

LA SOLUTION MULTILATÉRALE AU DÉFICIT AMÉRICAIN : LE COMMERCE MONDIAL AVEC L'EUROPE DE L'OUEST ET LE TIERS MONDE (1961-1963)

CHAPITRE VII

La relance des exportations dans le cadre du GATT : les limites du Dillon Round (septembre 1960-juillet 1962)	193
Les difficiles négociations entre la CEE et les pays en développement (octobre 1960 - mai 1961).....	193
Le statut des pays en développement au GATT	195
Le rapport décisif d'Haberler de 1958	197
La première phase du Dillon Round (octobre 1960-mai 1961)	208
Les protestations des pays en développement	209
Les négociations entre l'Europe de l'Ouest et les États-Unis (1961).....	217
L'offre de baisse linéaire des Six	217
Les difficultés des États-Unis face aux déceptions des Six et de la Grande-Bretagne.....	218
La Grande-Bretagne et la CEE dans une même institution régionale économique?.....	219
Les compromis sur certains produits industriels et agricoles.....	221
Poursuivre ou interrompre les négociations?.....	225
La IX ^e réunion du GATT (novembre-décembre 1961).....	228

CHAPITRE VIII

Équilibrer les relations grâce au futur Kennedy Round (1962-1963)	231
Quelques éléments sur le <i>Trade Expansion Act</i>	231
Négocier les produits agricoles entre les États-Unis et l'Europe de l'Ouest	233
Les produits agricoles tempérés et l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE	233
La Politique agricole commune et les compromis pour le Kennedy Round	237
Le partage du fardeau : garder les pays du Tiers Monde dans le GATT (1962-1963)	239
Le problème des recettes tirées des exportations.....	239
Une réduction de 50 % des droits de douane?.....	244

CHAPITRE IX

Les mesures commerciales hors du GATT (1962-1963)	249
La conférence des Nations unies pour le développement et le commerce (1962-1963) : un contrepois au GATT?	249
Les origines du projet.....	249
Les stratégies des États-Unis et de la CEE	251
La version définitive de la Conférence	253
Les accords mondiaux sur les produits tropicaux :	
une « solution politique » des États-Unis	255
La Charte de La Havane de 1948	255
Un moyen de relancer les exportations américaines.....	256
Deux exemples d'accords mondiaux : le café et le cacao	262
La réunion du GATT en mai 1963.....	264

CONCLUSION

Un nouveau « monde libre » multilatéral	267
Le bilan de la balance des paiements américaine à la fin de la présidence de John F. Kennedy	267
Le schéma du système multilatéral construit autour du déficit américain depuis 1960	275
La politique économique extérieure des États-Unis à travers le système multilatéral ou une nouvelle diplomatie économique et multilatérale	278
L'ère du multilatéralisme jusqu'à nos jours.....	292
Glossaire.....	295
Sources.....	297
Bibliographie	301
Index des noms de personnes	311
Index des organisations multilatérales (internationales et régionales) et des institutions nationales	315
Remerciements.....	319
Liste des graphiques, schémas et tableaux.....	321